



# L'ESPERLUETTE

Trimestriel du CIEP | MOC

n° 96 - AVRIL-JUIN 2018



## AGIS, T'ES DU LOCAL !

« Monsieur », un projet à multiples facettes

Des contes pour changer les mentalités

## Le Centre d'Information et d'Éducation Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO.

*L'Éducation permanente est notre quotidien, la formation notre spécialité.*

### CONTACT:

Centre d'Information et d'Éducation Populaire  
Chaussée de Haecht, 577-579  
1030 Bruxelles  
Tél.: 02.246.38.41-42-43  
Fax: 02.246.38.25  
Courriel: [communautaire@ciep.be](mailto:communautaire@ciep.be)

COMITÉ DE RÉDACTION : Mario Bucci, Virginie Delvaux, Charlotte de Leu, France Huart (coordination), Marie-Frédérique Lorant, Zoé Maus, Florence Moussiaux, Sophie Wiedeman, Nicole Tinant

SECRÉTARIAT : Francine Baillet, Lysiane Mettens

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO : Abderhamane Aghlal, Stéphanie Baudot, Mario Bucci, Thomas Chardome, Aurore De Keyzer, Virginie Delvaux, Elise Depauw, Eттаoufik Fathi, France Huart, Samuel Legros, Guillaume Lohest, Samuel Thirion, Zoé Maus

PHOTOS : Stéphanie Baudot, France Huart, CF2M AID, AID BW-EFT Tubize, Terre et ONG Autre Terre ([www.autreterre.org](http://www.autreterre.org)), WSM, Bruxelles propreté

CIEP COMMUNAUTAIRE : tél : 02.246.38.41, 42, 43 – fax : 02.246 38 25 – Courriel : [communautaire@ciep.be](mailto:communautaire@ciep.be)

ÉDITRICE RESPONSABLE : Virginie Delvaux – Chaussée de Haecht, 579 – 1030 Bruxelles

Le 25 mai 2018, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en application. Son objectif est de mieux protéger l'utilisation des données personnelles. L'Esperluette du CIEP s'engage à stocker vos données de manière sécurisée, sans les partager avec des tiers. Vous pouvez en permanence vous désabonner, demander la rectification de vos données en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Pour toute question concernant l'utilisation de vos données, n'hésitez pas à nous contacter : [info@ciep.be](mailto:info@ciep.be)



© Reportage-photo & 96

<b>ÉDITORIAL</b>	
Faire l'expérience de l'engagement .....	3
<b>ANALYSE</b>	
AGIS T'ES DU LOCAL! .....	4
En campagne: bien au-delà des élections communales.....	4
Les communes sous la loupe du genre .....	7
Les jeunes face aux urnes.....	10
<b>MOUVEMENT EN CAMPAGNE</b>	
Des contes pour changer les mentalités.....	12
Mouiller son maillot pour des vêtements clean .....	13
Former des adultes à l'université : la FOPES (1974-2016).....	15
Promotion de la diversité culturelle dans les processus de formation.....	16
Pas d'avions de chasse .....	17
<b>EN RÉGIONS</b>	
«Monsieur», un projet à multiples facettes .....	18
<b>VIE DE L'ISCO</b>	
Voir, jouer, débattre. Une après-midi autour de la Sécurité sociale .....	20
<b>EN BREF</b>	
À la recherche d'un temps humanisé .....	22
<b>MÉMOIRES EN RÉSUMÉ</b>	
Syndicalisme de réseau à l'Aéroport de Bruxelles-Sud Charleroi .....	22
<b>AGENDA</b>	
Dates à épingler .....	23

## FICHE PÉDAGOGIQUE

Mettre le nez dans les budgets communaux

Virginie DELVAUX ♦ directrice du CIEP communautaire

# Faire l'expérience de l'engagement

C'est l'histoire d'un village, d'une campagne douce et verdoyante avec son moulin, ses champs cultivés, son patrimoine intégré dans un vaste parc naturel protégé. Ce sont aussi de nombreuses petites écoles, des balades à pied, à vélo, un potager social, un festival folk, le calme. Dans ce village, la vie paraît bien savoureuse...

Pourquoi donc les élections communales d'octobre prochain devraient-elles mobiliser les habitant.e.s de cette bourgade ?

Dans ce même village, lorsqu'on y vit depuis quelques années, on constate que la population est en train d'augmenter de manière vertigineuse, les maisons poussent ici et là, les terrains à bâtir se remplissant comme un jeu d'arcade. Lorsqu'on s'y intéresse de plus près, on est surpris d'apprendre que cette petite commune fait partie, depuis peu, des communes ayant le plus haut taux de natalité de la Belgique francophone (juste après Bruxelles). Quelle transformation pour ce qui était, il y a encore dix ans, une localité rurale bien commune. Alors, on construit des maisons pour accueillir cette nouvelle population mais qu'en est-il du reste ? Ces nouvelles familles ont besoin d'écoles qui se remplissent tant et si bien que les enseignant.e.s aimeraient pouvoir pousser les murs. La seule petite maison d'accueil de la petite enfance est assaillie de demandes auxquelles elle ne sait pas répondre, même après l'agrandissement récent qui a doublé sa capacité d'accueil. La maison des jeunes, hébergée dans un container près d'un champ, risque vite de se trouver en inadéquation complète dans les cinq ans à venir avec les besoins en matière de jeunesse sur le territoire. Et puis, comment garder un esprit de rencontre et de convivialité et ne pas se diriger inexorablement dans la construction d'une cité dortoir ?

Dans ce village qui se remplit d'habitations, lorsqu'on se renseigne, on constate qu'à peine 0.5% du bâti sont des logements publics accessibles aux personnes démunies, que les trois seules familles de réfugiés sur la commune se retrouvent bien isolées dans ces ruelles agricoles et que ce ne sont pas les cinq bus journaliers qui relient le village vers le pôle le plus proche qui vont faciliter leurs possibilités à suivre des processus de formation, projets et rencontres collectives.

Dans ce village, le territoire est propice au vent. La commune possède donc des surfaces largement convoitées pour le déploiement de projets éoliens. Mais comment se faire entendre en tant que citoyen.ne.s ? Comment s'assurer que ces projets s'intègrent dans l'environnement ? Comment ne pas juste être contre par principe et construire un rapport de force qui favorise une réappropriation citoyenne de la production de l'énergie ?

Ces quelques interrogations spécifiques montrent que, dans chaque lieu de vie, quel qu'il soit, si on s'y intéresse un peu, il y a des rideaux à tirer sur des situations invisibilisées, des graines à semer pour inventer de nouvelles manières de se rencontrer, des voix à porter pour marquer l'indignation collective. C'est pourquoi, dans chaque commune, il y a des femmes et des hommes, des jeunes et des plus âgé.e.s, qui se retrouvent sans se connaître vraiment et qui partagent leur vécu sur le territoire, rêvent et proposent des projets qui, selon eux et elles, amélioreraient le cadre de vie ; tout cela en partageant parfois

une salade, un peu de vin, avec des rires qui s'élèvent de la maison qui les accueille et, parfois, des cernes sous les yeux, de toute cette énergie à partager en plus du quotidien à gérer. Ce sont juste des citoyen.ne.s engagé.e.s dans la vie de leur commune au sein d'une association, d'un collectif, d'un parti politique. C'était juste une petite histoire vraie pour montrer que ça peut aussi être cela la vie politique communale et que cela dépend aussi un peu de chacun.e de nous. ■



© Reportage-photo & 96



# AGIS, T'ES DU LOCAL!

Mario BUCCI ♦ permanent CIEP communautaire

## En campagne : bien au-delà des élections communales

Face au phénomène de désillusion croissante dans les sociétés occidentales au regard des institutions publiques et des élections, qui se traduit par une baisse constante de la participation au vote et l'émergence de mouvements populistes, les associations d'éducation permanente se trouvent confrontées à un travail compliqué de promotion d'une participation citoyenne positive, critique et engagée visant une réelle transformation sociale.

	Taux de participation	% des votes non-valables (sur le total des votes exprimés)
1994	91,67	8,35
2000	90,53	9,85
2006	91,97	8,27
2012	87,94	9,58

Taux de participation et votes non-valables lors des élections locales en Wallonie<sup>1</sup>.

La participation à trois des quatre dernières élections communales a été supérieure à 90% des ayants droit, avec une nette diminution en 2012. En outre, environ un.e électeur.trice sur dix parmi ceux et celles qui ont décidé d'aller voter exprime un vote non valable (blanc ou nul). Pour la Belgique, où le vote est obligatoire, cela représente une manifestation plutôt explicite de désaffection et de refus du politique. Il faut aussi remarquer que cette désaffection est bien plus élevée pour les élections concernant des niveaux institutionnels plus lointains et abstraits : le local reste encore un enjeu important pour les citoyen.ne.s.

Plusieurs facteurs expliquent cet éloignement et cette perte d'intérêt pour le vote. D'une part, on pointe un sentiment diffus lié au fait que les décisions ayant un impact réel sur les conditions de vie des personnes et de leurs proches, telles que les politiques d'austérité, sont prises dans des lieux de plus en plus lointains et ressentis comme inaccessibles. D'autre part, la gestion du pouvoir axée davantage sur le gain personnel et les groupes d'intérêt privé que sur l'intérêt général, qui se dévoile à travers de nombreux « scandales », affaiblit la crédibilité et la légitimité des partis politiques et de leur personnel. L'existence d'initiatives citoyennes qui

proposent des alternatives positives dans l'autonomie par rapport aux institutions indique qu'il est possible de s'engager et d'entreprendre des projets utiles en dehors de l'action des élu.e.s.

Ce dernier constat est en réalité cohérent avec (sans être dû à) certaines idées néolibérales, qui considèrent que le bien-être des personnes est avant tout l'affaire des individus. La déception envers l'action réelle des institutions et de leurs représentant.e.s s'accorde avec l'éducation à la responsabilisation et à l'individualisme à laquelle nous sommes soumis.es en permanence dans les sociétés occidentales. Une éducation qui produit des sociétés où toute personne qui ne réussit pas ou qui rencontre des difficultés est considérée comme indigne d'assistance ou de solidarité<sup>2</sup>: cette conception rend moins attrayante l'engagement, la participation politique et le souci pour l'entretien du lien social au-delà de la sphère strictement personnelle.

Et pourtant les institutions publiques, y compris les pouvoirs locaux, jouent un rôle très important avec des conséquences tangibles sur la vie des personnes. Il est vrai que, un peu à tous les niveaux du pouvoir, la démocratie déléguée ou représentative souffre d'une crise de légitimité : le sentiment est diffus que le milieu institutionnel soit séparé de la société et fermé aux citoyen.ne.s. Que ce soit dans la façon dont les candidat.e.s sont sélectionné.e.s et élu.e.s (la question de l'accès) ou dans les modalités de formulation et de prise d'une décision qui concerne une société<sup>3</sup>. Le processus électoral souffre de cette crise de légitimité et la désaffection du vote en est un des reflets.

La réponse des mouvements populistes – pas encore très présents en Belgique, mais davantage dans plusieurs pays d'Europe occidentale – est basée sur l'illusion (ou l'erreur) de penser que ces problèmes sont dûs à la mauvaise qualité des personnes (les candidat.e.s, les élu.e.s) et des organisations (les partis « traditionnels »). La réponse offerte se limite à proposer une nouvelle organisation (en général, un « mouvement », pas un « parti ») et des nouvelles personnes (les « citoyen.ne.s ») qui, une fois arrivées au pouvoir, se retrouvent à adopter les mêmes comportements d'exclusion de toutes les décisions du plus grand nombre.

D'autres réponses bien plus intéressantes sont, depuis une vingtaine d'années, en train d'être pensées et testées. Elles se

basent sur l'ouverture (véritable) des institutions publiques à la participation directe des citoyen.ne.s et du monde associatif (par exemple, les budgets participatifs). D'autres introduisent des modalités de démocratie directe, comme le recours au référendum. D'autres encore encouragent et soutiennent les initiatives citoyennes autonomes et en favorisent la mise en réseau.

### Une campagne mobilisatrice : pour quoi ?

Ainsi, les réponses à la désaffection électorale engendrent soit plus d'éloignement des citoyen.ne.s (populismes), soit un nouveau type d'engagement, qui ne passe plus nécessairement par les partis politiques traditionnels. C'est dans le sens de cette deuxième voie que le CIEP mène campagne pour les prochaines élections locales en régions wallonne et bruxelloise. Mobilisant toutes les structures du CIEP, jusqu'aux élections en octobre, cette campagne a été conçue avec la participation active de toutes les fédérations régionales, pour déterminer un cadre commun cohérent permettant en même temps toutes les adaptations nécessaires pour répondre aux spécificités locales.

Une série d'objectifs généraux ont été définis en termes d'apprentissage. D'abord, des objectifs concernant la manière d'**amener des citoyen.ne.s à l'engagement** : en les outillant afin d'être capables de faire le lien entre leurs expériences et des enjeux de société (migrations, austérité, Sécurité sociale, ...) ; et en mettant en évidence les liens avec les autres niveaux de pouvoir, dont les élections auront lieu en 2019. Ensuite, des objectifs concernant les modalités de l'engagement : un engagement local, construit progressivement, en association avec d'autres citoyen.ne.s ; un engagement qui va bien au-delà des élections, et d'une participation limitée à des mobilisations exclusivement pour les échéances électorales. Et enfin, aussi un objectif de type « thématique », visant à enrichir les revendications par des perspectives nouvelles, telles que la transition et le commun. Des perspectives qui permettent une action dépassant la simple revendication.

Ces objectifs traduisent la vision politique de l'engagement portée par le MOC : ce qui est intéressant à remarquer est que cet engagement autour des échéances électorales n'est qu'un moment particulier dans une dynamique d'action politique et sociale au sein de laquelle les pouvoirs publics sont aussi des acteurs et des contreparties. Même si nous ne sommes pas indifférents au résultat des élections, notre travail d'éducation permanente vise à **modifier la relation que les citoyen.ne.s engagé.e.s entretiennent avec les institutions**, une relation critique qui veut faire peser les intérêts des citoyen.ne.s, des associations et des mouvements sur les politiques publiques. Les élections sont dans ce sens une opportunité pour éveiller la conscience citoyenne sur les pouvoirs des institutions et comment ces dernières sont gérées par les élu.e.s, mais aussi un apprentissage à interpeller, à présenter des revendications, à leur demander des comptes et le faire de manière collective.

Une attention doit être particulièrement portée à la volonté du CIEP de participer au **renouveau dans la manière de penser le changement social et la transformation de système**. La notion de « transition écologique » fait référence à la nécessité de profondes

transformations dans le mode de production et de consommation, à la recherche d'une compatibilité avec la capacité de régénération des ressources naturelles, ainsi qu'à la justice planétaire dans l'accès et l'usage de celles-ci. La notion de « biens communs » se réfère aux ressources qui sont nécessaires à la vie sur terre et qui devraient être gérées avec l'intérêt commun comme principe directeur.

Ces perspectives sont innovantes non seulement parce qu'elles attirent l'attention sur les limites de notre écosystème et sur la non-viabilité du mode de production et de vie capitaliste, mais aussi parce qu'elles invitent à revoir les distinctions traditionnelles entre propriété privée et propriété publique, entre gestion privée et gestion publique des ressources naturelles. Et, on peut aussi ajouter la propriété et la gestion de « nouveaux » biens communs, tels que la connaissance. Il s'agit de penser en termes de biens qui appartiennent à une communauté sans appartenir spécifiquement à personne, ni individu ni institution, et dont la gestion est attribuée à celles et à ceux qui les produisent et les travaillent sur base d'un droit d'usage<sup>4</sup>.

### Fiches pédagogiques, vidéos et animations pour interpeller



Sous le titre « Agis t'es du local ! », la campagne du CIEP s'articule autour de cinq axes d'action, qui mobilisent l'ensemble des animateurs et animatrices du CIEP, ainsi que les militant.e.s, tout au long d'un processus d'apprentissage collectif et d'interventions à différents niveaux et auprès de publics divers.

Le premier axe de **formation** comprend la **production d'outils pédagogiques** à l'usage d'animateur.trice.s et de militant.e.s qui visent la compréhension des enjeux électoraux ainsi que les perspectives d'action citoyenne à cette occasion. La fiche pédagogique éditée dans cette *Esperluette* sur les budgets communaux en est un exemple. Douze fiches thématiques autour de douze enjeux<sup>5</sup> sont d'autres outils : chacune présente tout d'abord la problématique, en mettant en évidence sa dimension locale et le rôle des pouvoirs publics, et ensuite, elle suggère des pistes d'action.

Ces outils sont pensés comme des instruments de référence pour élaborer des actions locales d'éducation permanente et de mobilisation.

La **mobilisation des militant.e.s** est le deuxième axe de la campagne. Il prévoit une journée de formation pour les animateur.trice.s du CIEP, ainsi qu'une journée d'étude et d'action politique ouverte à l'ensemble des militant.e.s. Les objectifs de ces actions sont de stimuler une réflexion et d'encourager des échanges autour des modalités d'intervention en éducation permanente au sujet des élections locales, de s'inspirer des expériences d'acteur.trice.s externes au mouvement, et de réfléchir ensemble sur les manières de stimuler une participation citoyenne critique. Ces activités s'accompagnent de nombreuses initiatives locales visant les militants et militantes actif.ve.s dans les groupes d'action locale sur les mêmes objectifs.

Conscient de l'importance des réseaux sociaux comme lieu d'intervention politique et milieu dans lequel agir pour l'éducation permanente des citoyen.ne.s, le CIEP a prévu une **action de communication** centrée sur l'idée que tou.te.s les citoyen.ne.s peuvent se mobiliser et agir dans leur environnement. Basé sur cinq exemples d'actions citoyennes existantes en Wallonie et à Bruxelles, cet axe d'intervention a produit des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux **autour du modèle de « supercitoyen »**, et vise à sensibiliser le grand public utilisateur de ces réseaux<sup>6</sup>.



Toutefois, la plus grande partie des actions dans le cadre de cette campagne a lieu au niveau local. Les CIEP régionaux organisent **des actions de sensibilisation du grand public** qui prennent différentes formes : journées d'étude, conférences, débats publics et animations visant la compréhension d'enjeux spécifiques, ainsi que l'acquisition de compétences nécessaires à l'interpellation et à l'action autour d'un sujet. Des modalités créatives de **construction d'interpellations** ont été expérimentées dans différentes régions : ainsi, des ateliers d'écriture ont été mis en place en Hainaut occidental pour faire émerger des revendications citoyennes. Des « bancs publics » ont été placés sur les marchés de Verviers et de Dison pour que les citoyen.ne.s puissent interpellier les candidat.e.s. En Brabant wallon, de janvier à juin, la campagne « Enragez-vous et puis votons »<sup>7</sup> a parcouru les 27 communes de la

province en proposant des actions d'agitation citoyenne autour du thème du « Ré-enchantement » de la démocratie et des nouvelles formes de citoyenneté (Cafés politiques, animations socio-artistiques, rencontres-forum, interventions artistiques pour renforcer l'implication citoyenne dans la démocratie locale). Elles ont permis de hiérarchiser et de prioriser une série de défis et les merveilles désignée par les citoyen.ne.s. Des rencontres avec les candidat.e.s permettent à la fois de leur présenter des revendications et de les obliger à s'engager publiquement sur des politiques à mener au cas où ils ou elles seraient élu.e.s. Une série de cartes postales a été éditée pour faciliter l'interpellation directe des candidat.e.s (disponible en ligne<sup>8</sup>). Et, enfin, la campagne prévoit un **axe de plaidoyer politique**, qui pourra être activé lors des contacts avec les partis politiques et leurs candidat.e.s.

### Se projeter au-delà de l'échéance électorale

La campagne autour des élections communales est en fait une opportunité pour impliquer des citoyen.ne.s dans une démarche d'éducation permanente. L'échéance électorale reste un rendez-vous qui éveille l'intérêt d'un grand nombre de personnes et qui, de toute manière, perce le panorama de l'information et de la communication qui nous entoure en permanence. Au-delà du CIEP et des organisations constitutives du MOC, de nombreux acteurs et actrices associatif.ve.s se mobilisent à des fins d'éducation et/ou de militance. La campagne électorale crée ainsi des conditions favorables à l'éducation et à la mobilisation de citoyen.ne.s qui d'habitude sont moins sensibles ou disponibles à s'intéresser à des questions politiques.

Avec son travail d'éducation permanente constant et quotidien, le CIEP maintient un réseau de militant.e.s et d'animateur.trice.s fortement ancré.e.s sur leur territoire. Cela nous met en condition, tant en termes de compétences entretenues que d'ancrage territorial, pour **faire de la campagne électorale un moment spécifique d'éducation et de mobilisation**. Cependant, l'action autour des élections risque de s'essouffler une fois les résultats électoraux connus et validés. La question de la continuité de l'action citoyenne particulièrement vis-à-vis des pouvoirs publics, reste alors un enjeu ouvert, qui se situe plus spécifiquement à deux niveaux. Le premier est celui du suivi des engagements pris par les candidat.e.s. Si on veut limiter la perte de confiance dans les institutions, il est nécessaire que la mobilisation se poursuive par un contrôle citoyen des actes portés par les élu.e.s, ainsi que par un rappel constant des engagements pris pendant la campagne électorale, c'est-à-dire qu'il s'agit de **maintenir éveillé le rapport entre citoyen.ne.s, partis politiques et institutions** initié à cette occasion.

Le deuxième niveau concerne **la capacité des citoyen.ne.s d'influencer l'action des élu.e.s** : intervenir dans la formulation des décisions (politiques menées, priorités, etc.) et participer à la prise de décision nécessitent non seulement une mobilisation constante, mais aussi l'acquisition de compétences spécifiques, tant dans les matières traitées que dans les mécanismes de construction et de prise de décision. Le travail mené par le CIEP de Charleroi-Thuin autour de l'analyse des comptes et du bilan





© Reportage photo &amp; 96

communal de la Ville de Charleroi et celui autour de la démocratie participative organisé par le CIEP de Namur qui vise l'ouverture des espaces institutionnels à la participation citoyenne sont des exemples de ce qui pourrait et devrait être fait afin de renforcer la mobilisation citoyenne autour des institutions.

Et, enfin, il semble important de considérer que la mobilisation autour des élections – pourtant nécessaire et fondamentale – ne devrait pas faire passer dans l'ombre tout le travail de **construc-**

tion de sujets collectifs, de soutien aux initiatives citoyennes autonomes, de création de réseaux et d'alliances entre acteurs et entre initiatives qui va bien au-delà d'une action centrée sur les pouvoirs locaux et leur action. Le voyage d'études et de découverte d'initiatives locales de démocratie citoyenne dans le Nord de la France proposé par le CIEP Luxembourg (initiatives de Loos-en-Gohelle et les territoires zéro chômeur de longue durée à Lille) permet de s'inspirer d'actions innovantes.

1. Tableau tiré de la présentation de Régis DANDROY, « Les enjeux des prochaines élections communales et provinciales », lors Conseil Général du MOC, 14 novembre 2017.
2. David GRAEBER, *Bullshit Jobs. A Theory*. (Introduction), Simon & Schuster, 2018.
3. Pierre ROSANVALLON, *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité*, Paris, Éditions du Seuil, 2008, pp. 13-15.
4. Pierre DARDOT et Christian LAVAL, *Commun. Essai sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions La Découverte, 2014, p. 453 ss.
5. Les thématiques abordées par cette campagne sont : la citoyenneté et la démocratie locale, L'aménagement du territoire communal, La culture, Le développement économique et l'emploi, L'enseignement, La politique internationale et de coopération au développement, Le logement, L'interculturalité et l'accueil des demandeurs d'asile, La mobilité, La politique sociale, L'énergie, La sécurité. Accessibles sur <http://ciep.be/index.php/2012-11-29-08-11-38/campagnes-de-1-annee/outils-de-la-campagne-2018>
6. Vidéos visibles sur [www.facebook.com/Super-Citoyens-386769121762871/](http://www.facebook.com/Super-Citoyens-386769121762871/) et <http://ciep.be/index.php/2012-11-29-08-11-38/campagnes-de-1-annee/supercitoyens-be>
7. [www.enragezvous.be](http://www.enragezvous.be)

France HUART ♦ permanente CIEP communautaire

## Les communes sous la loupe du genre<sup>1</sup>

Il est de moins en moins possible d'ignorer que les rapports de pouvoir, notamment le sexisme et ses différentes formes de violences, sont présents en tant que système partout dans notre société ! Vie féminine (VF) a saisi l'opportunité des prochaines élections communales pour lancer une action spécifique intitulée « Communes antisexistes » et déclinée en différentes actions. Cette démarche revendique de « vivre dans des communes antisexistes ». Il ne s'agit nullement d'un label ou d'une médaille à décerner aux « bonnes » communes ou aux élu.e.s engagés contre le sexisme. Ce concept fait écho à d'autres initiatives associatives actuelles, comme les « communes zéro pesticide », « communes hors TTIP » ou encore les « communes hospitalières » qui s'engagent à améliorer concrètement l'information et l'accueil des personnes migrantes, à sensibiliser ses habitant.e.s à la question de la migration. Cette action a un double objectif : d'une part, analyser les enjeux et l'impact des politiques locales sur la vie des femmes; d'autre part, se réappropriier l'espace public pour interpeller les autorités et les acteurs.trices locaux, afin d'inscrire à l'agenda politique notamment la lutte contre le sexisme et les violences à l'encontre des femmes, qui se déclinent dans tous les domaines de la vie. Le défi consiste à donner aux femmes des outils de renforcement de leur pouvoir d'agir et des connaissances,

pour mieux utiliser leurs droits, pour politiser leurs demandes individuelles urgentes afin de faire émerger un « commun ».



### Une démarche pour toucher tous.les les acteur.trices.s

Ce projet « Communes antisexistes » s'inscrit à la fois dans le prolongement de la campagne « Brisons l'engrenage infernal » de VF (2016-2017)<sup>2</sup> dénonçant les violences à l'égard des femmes, et en perspective de la campagne à venir sur « Le sexisme dans l'espace public ». Toutes deux permettent « d'affiner la lecture des violences masculines et du sexisme en tant que système de do-

mination ». Cette démarche s'appuie sur un outil législatif : la Convention d'Istanbul<sup>3</sup>, proposée par le Conseil de l'Europe, ratifiée par la Belgique en 2016 et d'application sur le territoire. Une série d'obligations concrètes et contraignantes est prévue pour tous les niveaux de pouvoir. Via l'article 7, les militantes peuvent interpeller leur commune à propos des dix obligations non respectées dans les faits, aussi bien en Wallonie qu'à Bruxelles<sup>4</sup>. Ensuite, elles peuvent aussi impliquer les acteur.trice.s de la vie publique et leur proposer des mesures concrètes de prévention et de protection des victimes de violences. Même si certains points (comme la médiation ou la garde des enfants) sont des compétences fédérales, les communes ont la possibilité d'imaginer des dispositifs, par exemple, prévoir des services où les mères pourraient déposer leurs enfants sans qu'elles aient à croiser le père, auteur de comportements violents, qui viendrait les récupérer dans le cadre d'une garde alternée imposée par le Tribunal de la famille, sensibiliser les travailleur.euse.s sociaux aux dangers de la médiation dans un contexte de violences conjugales, ...

### Privilégier une dynamique de proximité

Là où c'est possible, une démarche citoyenne et collective est initiée avec les femmes pour mettre en évidence localement leurs besoins spécifiques, leurs difficultés, mais aussi leurs attentes et des pistes de solution, afin que soit pris en compte la spécificité genre dans tous les domaines de la vie collective. La priorité est surtout mise sur « le travail de terrain autour des élections communales », avec différents objectifs : visibiliser les actions de proximité menées par les régionales de VF et les antennes locales, remobiliser et faire du lien entre régions, évaluer ce qui localement va et ne va pas en termes de mobilité, de logement, d'infrastructures sportives, d'accueil dans les institutions publiques, d'aménagements de l'espace public (par ex. les trottoirs), les écoles, etc. L'objectif final est l'émission par les femmes des groupes locaux de VF d'interpellations citoyennes et le développement d'actions innovantes par et/ou pour les femmes. En d'autres termes, faire entendre leur voix, démontrer qu'une politique communale n'est pas neutre et ne tient

pas toujours compte des expériences et des réalités des femmes. Les actions vont proposer des changements et des alternatives aux acteur.trice.s de leur commune, et pas uniquement aux élu.e.s et aux autorités communales traditionnelles. Elles vont aussi s'adresser aux responsables d'institutions et de services publics (école, police, bibliothèque, etc.), aux associations, aux commerces et à l'Horeca, aux médecins et aux hôpitaux, aux crèches, .... Chaque région ou antenne de VF colorie ainsi le concept en fonction de ses projets et des revendications des femmes autour de la question « Comment vit-on aujourd'hui en tant que femme dans sa commune ? », notamment en tant que femme racisée et précaire ?

### À Namur : Objectif élections 2018



Depuis février, Vie Féminine Namur a initié une mini campagne intitulée « Objectif élections 2018 », en proposant trois outils au service de l'action et des besoins de

groupes locaux. Ces outils ont été réalisés sur les constats établis par les animatrices depuis des années et s'intègrent dans le projet « communes antisexistes ».

Le premier outil prend la forme d'une enquête réalisée par des femmes autour de la qualité de l'accueil dans les CPAS. Utilisée dans plusieurs groupes locaux entre janvier et juin 2018, cette enquête s'adresse uniquement aux femmes. Les questions portent notamment sur l'accueil, la clarté des informations, l'analyse d'une demande et la prise en compte de la situation de la bénéficiaire, la confidentialité et le respect de la vie privée, le temps consacré, le suivi des dossiers et l'accessibilité des lieux. Les réponses de cette enquête vont permettre d'objectiver précisément un ensemble d'éléments liés à la qualité de l'accueil dans les CPAS.

Ensuite, le deuxième outil est une lettre adressée aux autorités locales pour obtenir des chiffres précis concernant la situation du logement au niveau local, voire une rencontre avec l'échevin.e du logement. Les femmes connaissent bien souvent des difficultés pour se loger, lorsqu'elles élèvent seules des enfants, qu'elles sont âgées, sans emploi ou d'origine étrangère. Les questions adressées à la commune portent notamment sur le parc de logements publics, le nombre de logements inoccupés, l'existence de logements d'urgence et adaptés et leurs projets. Localement, des actions et des rencontres sont prévues par les groupes de femmes.

Le dernier outil proposé est un sondage sur les dispositifs présents sur le territoire communal en matière de violences conjugales. Intitulé « Un instant pour construire une commune qui assure ! », ce sondage a été réalisé par des femmes de VF pour établir un inventaire communal des initiatives et des services d'accompagnement des victimes de violences. Des dizaines de femmes y ont déjà répondu et le constat est frappant : un manque criant de structures et une méconnaissance de ces dernières par les femmes. Ces résul-





tats, après analyse, seront la base d'un travail politique d'interpellation dans les communes où les dispositifs contre les violences mériteraient d'être développés, vu les besoins criants.

Ces trois outils sont complétés par des journées de formation où sont brassés le vocabulaire politique (en ce inclus la gauche-la droite), la place des femmes en politique, avec une sensibilisation à l'importance de voter. Localement (Auvélais, Namur, Philippeville, Ciney, ...), Vie féminine participe à l'organisation des rencontres pré-électorales du MOC.

### - À Tournai, focus sur les violences et le vécu des mères

Suite à la campagne « Brisons l'engrenage infernal », un groupe de travail s'est créé à Tournai. Ses membres mènent une action antisexistes en profitant des élections communales pour faire entendre leur voix en tant que citoyennes et ainsi interpellier les autorités autour des violences. Leur objectif est pluriel : une meilleure visibilité de leurs actions, une sensibilisation aux violences sexistes et une meilleure compréhension de la situation des Tournaisiennes.

Interpellées par les résultats de l'enquête nationale menée par VF sur les agressions sexistes dans l'espace public, les bénévoles du groupe ont décidé de lancer une enquête pour mieux connaître la vie des femmes de leur commune. Sous forme de témoignage, cette enquête poursuivait trois objectifs : aller à la rencontre des femmes et mieux connaître leurs revendications ; faire émerger des dynamiques locales féminines ; enfin, compiler les résultats de l'enquête pour les transmettre aux autorités locales compétentes (Conseil communal, CPAS, direction d'école, ...). Son contenu comportait une partie générale, avec des questions comme « Quelles seraient tes 3 priorités pour Tournai ? », « Avez-vous déjà vécu ou été témoin d'une situation ou d'une injustice sexiste à Tournai ? », et sept parties thématiques facultatives (la parentalité, le logement, la santé, les femmes migrantes, les femmes engagées, les violences, l'espace public et la mobilité). D'autres groupes de femmes ont aussi été, en fonction de leur spécificité, consultés. Toutes les étapes de l'enquête depuis la conception, en passant par la diffusion via les réseaux sociaux et la récolte de données, ont été entreprises par les membres du groupe.

Dans la foulée de cet important travail d'enquête (une centaine de femmes ayant répondu), certains problèmes peuvent déjà être pointés, en attendant que l'analyse des données soit complétée: manque de place dans les institutions et centres d'accueil de femmes victimes de violences et méconnaissance des structures ; qualité de l'accueil qui pose question (pas d'accueil d'urgence possible, pas de permanence le week-end, pas de suivi individuel des femmes) ; islamophobie et sexisme dans l'espace public. Pour répondre partiellement à ceux-ci, plusieurs initiatives ou groupes de travail ont vu le jour: « Mamans épuisées » ; Islamophobie à la piscine de Tournai ; Accueil des violences intrafamiliales et dans l'espace public.

Le groupe « Mamans épuisées » a pointé l'importance de disposer d'un espace sécurisé où déposer son vécu, ses problèmes et ses émotions en tant que mère, mais aussi d'un espace politique pour faire émerger des revendications afin d'améliorer leur quotidien de mères. Les femmes du groupe ont notamment identifié



© Reportage photo & 96

un sexisme important parmi les professionnel.le.s de la santé et de l'éducation. La vision portée par ces professionnel.le.s insiste sur la responsabilité des mères dans les problèmes familiaux et de santé, tout en présentant aussi des *a priori* négatifs et une dévalorisation de ces femmes sans emploi, et/ou dans un processus d'insertion socio-professionnelle ou d'origine étrangère. Pour contrer ce renforcement des discriminations, elles ont décidé de sensibiliser ces professionnel.le.s au sexisme et à la triple domination, qui les touchent de plein fouet.

### En conclusion

Ces différentes expériences locales montrent l'importance pour les femmes de milieux précaires de devenir expertes de leur vie. En se réunissant régulièrement, chaque groupe avance dans un ou des projets d'éducation permanente avec et pour les femmes, pour dépasser le côté individuel de leurs problèmes et atteindre des objectifs collectifs et politiques. Aussi bien à Namur qu'à Tournai, différentes perspectives d'action pourront être lancées, comme la création d'un outil de diffusion (ex. : Manifeste des jeunes, 10 priorités des femmes pour Tournai,...), la présentation publique des résultats des enquêtes, l'interpellation et le suivi des candidat.e.s.

On pourrait également s'interroger sur comment ces deux initiatives pourraient essaimer ou favoriser l'émergence créative d'initiatives dans le contexte actuel des élections communales et d'une écoute particulièrement sensible des candidat.e.s de tout poil.

1 Cet article se base sur les interviews de Céline Caudron, responsable de l'action "Communes antisexistes" de Vie Féminine, d'Aurore Kesck, responsable régionale adjointe de VF Namur et de Valentine Verdonck, animatrice VF Tournai. Qu'elles soient remerciées pour le temps qu'elles m'ont accordé et leurs apports.

2 [www.engrenageinfernal.be](http://www.engrenageinfernal.be)

3 [www.axellemag.be/3-choses-a-savoir-convention-distanbul/](http://www.axellemag.be/3-choses-a-savoir-convention-distanbul/)

4 Il s'agit notamment de l'obligation de formation adéquate des professionnel.le.s (intervenant.e.s sociaux, personnel de justice, de police et des administrations publiques, ...) sur les différentes formes de violences faites aux femmes, l'interdiction de l'obligation des modes alternatifs de résolution de conflits comme la médiation, la prise en compte des violences conjugales dans l'attribution des droits de garde et de visite des enfants, la protection immédiate et adéquate des femmes victimes de violences, la poursuite des auteurs de violences, le traitement égalitaire de toutes les femmes quelle que soit leur origine ou leur statut, y compris les femmes en séjour précaire, la mise en place de refuges sécurisés et de services spécialisés à hauteur des besoins, ...

Aurore DE KEYZER ♦ responsable nationale des JOC

# Les jeunes face aux urnes

À l'approche des élections communales, les jeunes concernés par l'obligation de voter se posent beaucoup de questions. La toute première est : pour quel.le candidat.e voter ? Mais pour nombre d'entre eux et elles, la question du pourquoi et à quoi ça peut encore servir est de plus en plus mise en avant. En effet, pour une majorité de jeunes, les enjeux des élections communales semblent peu importants. Et, de fait, la campagne électorale est surtout tournée autour de personnalités qui se mettent en avant sur les affiches, avec des sourires aux dents retouchées, et le plus souvent accompagnées d'un slogan creux. Les jeunes intéressés par la politique et ceux.celles qui ont vécu une expérience via les Conseils communaux des jeunes voient clairement le lien entre le fait de voter et l'influence sur la vie locale.

Pour les autres, il s'agit de faire un choix éclairé, mais avec quelle lumière ? Un des objectifs des JOC est de conscientiser les jeunes aux rôles qu'ils et elles ont à jouer en tant que citoyen.ne.s, mais cela ne se traduit pas uniquement par une présentation du vote comme un moyen de changer le monde. Soyons clair : pour beaucoup de jeunes, le jeu démocratique semble aujourd'hui faussé. Face à ce constat, les JOC veulent mettre en avant des moyens et des méthodes pour développer leur esprit critique et ainsi faire un choix en toute connaissance de cause. Les différentes fédérations des JOC ont mis en place diverses actions pour les jeunes : ateliers, outils pour leur permettre de se poser les bonnes questions. Nous vous en présentons quelques-unes.

## Décrypter la langue de bois

La novlangue est présente partout dans notre société : à la radio, à la télévision, dans les journaux, dans les discours de nombreux. ses politicien.ne.s. La langue de bois est le langage dans lequel ils et elles s'expriment « à partir de mots volontairement ambivalents,

voire à zéro contenu, pour volontairement atténuer la violence de ce qui est dit, ou détourner carrément une idée en une autre ». On parle alors de « rationalisation de l'emploi » pour annoncer des licenciements, d'« augmentation de la flexibilité » pour dire que les jobs deviennent de plus en plus précaires, de « rigueur responsable » pour nommer un durcissement des politiques sociales ! Les termes « évitement », « euphémismes », « hyperboles » : tant de façons de ne pas nommer ce qui choque, et par là empêcher d'aller à fond dans le débat. La fédération des JOC de Charleroi est une des pionnières dans l'apprentissage des mécanismes de déconstruction de la novlangue politicienne. Autour des élections communales, quoi de mieux pour entrer dans le concret avec les jeunes que de les désintoxiquer pour qu'ils et elles puissent comprendre les débats auxquels ils et elles vont être exposé.e.s durant la campagne.

« Le bingo-novlangue est un moyen de rappeler aux élu.e.s communaux que les jeunes aussi les observent et iront voter. »

Pour reprendre une formule qui a très bien marché, l'idée est de commencer à les former dans des ateliers, pour après vivre l'expérience IRL (*In Real Life*). Lors de Conseils communaux, par exemple, se rendre en nombre dans la salle du Conseil, écouter patiemment les échanges et, dès qu'un terme ou une tournure de phrase spécifique est employé, cocher le carnet dans lequel le jeune recense les formes de novlangue utilisées le plus souvent. Le premier qui a rempli entièrement sa page se lève et crie « BINGO ». Le « Bingo novlangue » est un moyen de rappeler aux élu.e.s communaux que les jeunes aussi les observent et iront voter. Lorsqu'ils ou elles viennent en nombre, les jeunes se sentent alors mieux armé.e.s pour saisir les débats et disposent ainsi d'un moyen d'influencer les politicien.ne.s de leur région. Pour certain.e.s, cette expérience du Bingo au Conseil communal est leur première expérience d'action collective avec les JOC. C'est un moyen de leur faire prendre conscience qu'il est nécessaire de s'organiser collectivement pour commencer à changer les choses autour d'eux.elles.

## La confrontation, apprendre à argumenter

Dans d'autres fédérations des JOC, les jeunes participent aux débats que les MOC régionaux mettent en place localement. L'enjeu est double : rencontrer les politiques et se faire un avis sur leur discours, ainsi que contre-argumenter. La préparation de



© Reportage photo & 96

© Reportage photo &amp; 96



ces échanges est minutieusement organisée partout où les JOC y prennent part. Le ou la permanent.e prépare avec les jeunes des ateliers pour apprendre l'art de la rhétorique. Ceux-ci n'ont pas juste envie d'écouter sagement les débats qui vont leur être présentés. Ils veulent pouvoir poser des questions, ou défaire le discours de l'un.e ou l'autre quand il est évident que celui-ci est un tissu de fables et qu'il ne représente pas la politique menée par le parti. Mais pour oser prendre la parole et s'exprimer en public, il faut un peu de confiance en soi. Se sentir armé.e par le fait d'avoir réalisé l'exercice avec ses camarades permet de se sentir plus confiant.e pour questionner les politicien.ne.s.

### L'histoire, la conquête d'un droit

Savoir quand et surtout comment les membres de la classe ouvrière ont conquis le droit de vote est, pour les JOC, un enjeu majeur. Il s'agit dès lors de mettre en évidence l'histoire des mobilisations pour se souvenir de l'importance de s'organiser ensemble pour gagner un combat. Cet élément historique permet de donner la confiance aujourd'hui aux jeunes pour qu'ils et elles se lancent dans de nouvelles actions à la conquête de nouveaux droits ainsi que pour défendre ceux hérités de leurs aîné.e.s.

Pour nos groupes qui traitent de la question de l'égalité homme-femme, rappeler que c'est en 1948 et au prix de hautes luttes que les femmes ont acquis le droit de voter, c'est montrer que, partout et toujours, il faut se battre pour obtenir quelque chose. Apprendre l'histoire de la lutte des immigré.e.s pour le droit de vote pose aussi la question de la citoyenneté, et donc du droit des étranger.ère.s. Après les drames humains perpétrés par la politique de Théo Francken, il est nécessaire de reparler avec les jeunes de ce que signifie être citoyen.ne et d'envisager comment se mobiliser pour permettre aux sans-papiers d'obtenir la citoyenneté. Les différentes fédérations JOC vont développer des ateliers où l'on revient sur l'histoire de ces luttes et questionner leur enseignement aujourd'hui.

### Le plaidoyer

Autour des marches exploratoires visant notamment à démontrer l'insécurité pour les femmes dans l'espace public, un groupe de

femmes des JOC a construit un cahier de revendications qu'elles soumettront au Conseil communal pour leur proposer d'aménager l'espace public en divers endroits et ainsi améliorer la sécurité. Sortir ce cahier de revendications au moment des élections communales est bien entendu une stratégie. Les jeunes filles du groupe vont se rendre au Conseil en se sentant un peu plus fortes, car elles savent que les politicien.ne.s ont les oreilles grandes ouvertes quand l'enjeu est de récupérer potentiellement des voix. Cet exercice permet aux jeunes du groupe d'affûter leurs arguments et de réfléchir ensemble à la façon de présenter de manière structurée leurs revendications.

Tout au long de l'année, ce travail a aussi été mené sur d'autres thèmes, comme récemment celui de faire adopter par l'une ou l'autre ville la résolution de « commune hospitalière ».

### Lutte contre l'extrême droite

Les élections communales sont malheureusement aussi le moment où l'on voit apparaître, dans différentes villes, quelques partis aux idées nauséabondes. L'enjeu pour les fédérations des JOC, notamment celle de La Louvière, est de conscientiser les plus jeunes aux dangers de ces idées extrémistes. Il ne s'agit pas de réagir à coup d'arguments moraux mais plutôt de déconstruire un discours qui se dit antisystème alors qu'il n'en est rien.

Pour les JOC, les élections représentent aussi un moment pour se reposer les questions du comment faire vivre la démocratie, montrer que des actions collectives et des mobilisations peuvent amener un changement. Montrer qu'il faut étudier les discours et les mettre en vis-à-vis des actes de nos politicien.ne.s. Démontrer qu'être citoyen.ne, c'est se forger un avis en s'informant mieux pour ne pas gober tout ce qu'on nous sert comme discours formaté.

Pour les jeunes qui ont décidé de ne pas voter pour différentes raisons, comme par exemple la critique de la démocratie représentative qu'ils et elles trouvent défailtantes, notre rôle en tant qu'animateur.trice JOC est de les amener à réfléchir aux autres façons d'exercer la démocratie, à penser des modèles meilleurs et à porter des débats sur ces questions au sein de la société.

Ces grands chantiers sont toujours stimulants, toujours à refaire et toujours nécessaires !



Thomas CHARDOME ♦ animateur Équipes populaires Charleroi

## Des contes pour changer les mentalités

Depuis près de trois ans, les Équipes populaires et les JOC mènent des ateliers d'écriture de contes progressistes à Charleroi mais, ici, les histoires ont comme objectif d'interpeller tout un chacun.e. Dans les contes traditionnels, certaines idées nous paraissaient dérangeantes. Destinées aux enfants, ces histoires contribuent à définir leur conception du bien et du mal, leur compréhension de la société et à décoder ce qui se passe autour d'eux. Tout conte diffuse un message, une morale et est porteur de certaines idées ; qu'on le veuille ou non, que l'on en ait conscience ou pas. Dans cet esprit, certains éléments des contes traditionnels nous semblaient douteux : par exemple, la monarchie est présentée comme le système politique de référence, les femmes occupent presque toujours des rôles passifs et soumis de demoiselles en détresse, le monde est divisé entre ceux qui sont Gentils et ceux qui sont Méchants, les riches sont les bons et les pauvres des canailles,... Similaires aux contes traditionnels, nos contes progressistes gardent à l'esprit les valeurs de gauche qui caractérisent la philosophie des Équipes populaires.

### Un projet créatif et alternatif

Débutés en 2016, les premiers ateliers ont rassemblé à Charleroi une petite vingtaine de militant.e.s ayant une grande diversité d'âges et issu.e.s des groupes des JOC et des Équipes populaires. À ce jour, les contes « Cocaco l'Ogre » et « La réponse de la Cigale à la Fourmi »<sup>1</sup> sont finalisés ; deux autres, encore en cours d'écriture, ne devraient plus tarder à paraître. La durée moyenne d'un atelier pour accoucher d'une histoire complète est d'un peu plus d'un an (avec, en moyenne, deux réunions

par mois). Ne voulant pas nous coincer avec des dates butoirs et des échéances trop rigides, nous avons surtout privilégié le processus créatifs et l'inspiration des participant.e.s, le message ainsi que l'écriture des meilleures histoires possibles.

Très vite, la question des illustrations s'est posée : par chance, des personnes douées en dessin faisaient partie des groupes. Ces militant.e.s de la première heure se sont dispersés au fil du temps, mais d'autres ont pris la relève au fur et à mesure. Même aujourd'hui, les illustrations sont toujours le fruit de leur travail. Il est aussi très important que ces histoires soient amusantes à lire. Une fois le processus d'écriture terminé, quelques réunions sont consacrées à rendre plus drôle la version finale du texte : des jeux de mots y sont ajoutés et les détails des dessins peaufinés. Parfois, des scènes un peu plus rudes, voire violentes, n'ont pas été exclues. Intégrer de la violence a beaucoup interpellé les membres des groupes. *In fine*, il a été décidé de ne pas trop édulcorer les contes ni tomber dans le piège « à la Disney » où, dès le début de l'histoire, on connaît déjà la fin heureuse. Après tout, auparavant, les histoires pour enfants pouvaient être terriblement violentes ou tristes sans choquer. Les contes classiques regorgent d'histoires qui vont dans ce sens ; « La petite sirène » et « Peau d'âne » pour ne citer que ces deux exemples contemporains. Une attention toute particulière est accordée à l'accessibilité des histoires aux plus jeunes publics, tout en restant intéressantes et amusantes pour des adultes.

Ce projet d'atelier nous tenait beaucoup à cœur car nous voulions travailler sur l'imaginaire de nos lecteur.trice.s, petit.e.s et grand.e.s. On parle souvent de la bataille culturelle entre la gauche et la



© Reportage photo & 916

droite. Il nous semble que nos histoires participent à développer une culture de gauche forte et riche. Le système établi actuellement s'efforce de persuader les citoyen.ne.s qu'il n'existe aucune alternative (le fameux « TINA »). Il est donc essentiel de pousser les personnes à prendre le temps de rêver à autre chose, de réfléchir à ce que l'on pourrait faire si nous étions libéré.e.s des logiques de rentabilité, de compétition et de domination des uns par les autres.

### Le capitalisme au cœur de la réflexion

Pour notre premier conte progressiste, nous souhaitions parler du système capitaliste et de l'histoire de la lutte ouvrière en Belgique ; tout particulièrement, la période après la Seconde Guerre mondiale. Ces thèmes ne sont pas évidents à proposer dans une histoire pour enfants, mais les contes permettent d'aborder des sujets très profonds ou sérieux d'une manière amusante et captivante. Tout d'abord, plusieurs réunions ont été nécessaires pour définir clairement le thème. Le processus d'écriture a suscité beaucoup de débats politiques au sein du groupe et a amené spontanément des discussions assez poussées sur l'économie, la prise de décision démocratique, les rouages de la domination et des regards critiques sur l'histoire de notre pays et de la lutte menée par les travailleur.euse.s. Enfin, la dernière étape a permis de construire une histoire autour de ce contenu idéologique.

En résumé, ce premier conte raconte les efforts d'un Ogre (créature classique

des contes dont l'appétit monstrueux représente parfaitement le système capitaliste) pour s'accaparer les ressources d'un peuple pacifique et un peu naïfs de petits bonshommes en pain d'épices. Après bien des ruses, il parvient à les monter les uns contre les autres et à contrôler toute la production. Les petits pains d'épices se réunissent alors et vont affronter l'Ogre pour retrouver leur bonheur perdu. À ce moment-là, nous avons décidé de scinder l'histoire en deux parties. C'est alors au lecteur.trice de choisir s'il ou elle veut connaître la « bonne fin » ou la « mauvaise fin » de l'histoire. La mauvaise fin reprend l'histoire de la lutte ouvrière au sortir de la Seconde Guerre mondiale : le peuple se soulève et est prêt à carrément renverser le système capitaliste mais cette ferveur retombe au moment où la Sécurité Sociale est mise sur pied. Depuis lors, les forces de droite n'ont cessé de regrignoter tout ce qu'ils ont pu concéder à l'époque. C'est également ce qu'il se produit dans notre histoire. Devant la colère des petits pains d'épices, l'Ogre

promet de faire en sorte que plus personne ne manque jamais de rien ; mais, une fois leur méfiance endormie, il recommence à les spolier des fruits de leur travail. Le système est toujours en place et rien n'est accompli. Dans l'autre version, les petits pains d'épices rejettent l'offre de l'Ogre et veulent un changement radical. En tentant de les arrêter par la force, l'Ogre est finalement maîtrisé ; le système est renversé et tout le monde peut enfin jouir d'une société idéalisée dans laquelle le temps de travail est partagé et où chacun.e reçoit une juste part de ce qui est produit. La mauvaise fin correspond à une « domestication » du capitalisme qui est certes de taille, mais qui ne remet pas en question les fondements mêmes de ce système. D'un point de vue révolutionnaire, il s'agit donc d'un échec de la lutte des travailleur.se.s. Par contre, la bonne fin met en scène un changement structurel radical qui court-circuite les logiques de domination inhérentes au capitalisme. Le groupe voulait écrire cette seconde fin car elle apporte une

part de rêve et d'imagination. En outre, elle redonne espoir à tous ceux et celles qui luttent encore aujourd'hui.

### Des thèmes qui collent à l'actualité

Actuellement, deux nouveaux contes sont dans la phase finale d'écriture: l'un traite du terrorisme et l'autre, en partenariat avec Vie Féminine, des violences faites aux femmes. Ce format permet aussi d'aborder ces thèmes très sérieux et difficiles à imaginer dans des histoires destinées aux enfants.

Dans quelques années, nous aimerions poursuivre ce projet d'écriture de contes progressistes et éditer un recueil. D'autres formats nous tentent, comme des livres-jeux sur le modèle des « Livres Dont Vous êtes Le Héros », des versions audio avec des effets de bruitages.

En parallèle, cette année, un atelier de création de jeux de société progressiste a été initié, toujours avec l'idée que tous les médias sont bons pour diffuser un message alternatif et de solidarité.

Elise DEPAUW ♦ CIEP Hainaut picardie

## Mouiller son maillot pour des vêtements clean



**O**n dit souvent que le sport, c'est la santé ! ... Mais pas pour tout le monde ! Les jeunes travailleur.euse.s, majoritairement des femmes, fabriquent nos vêtements de sport de l'autre côté de la planète au Cambodge, au Bangladesh, en Chine ou en Indonésie pendant de longues journées pour un salaire de misère et dans des conditions de travail dangereuses. Nous aimons souffrir DANS nos vêtements de sport, mais personne n'aime souffrir POUR nos vêtements de sport ! Certaines grandes marques, comme Adidas et Nike, n'hésitent pas à payer leurs ouvrier.ère.s 60 centimes par maillot fabriqué alors qu'ils vendent le même à 85 euros. Et ces

problèmes de salaires indécentes touchent aussi l'Europe !

En Wallonie picarde, ensemble, les sportif.ve.s professionnel.le.s et amateur.e.s, supporter.e.s, travailleur.euse.s, volontaires et militant.e.s des organisations constitutives du MOC ont décidé de donner de la voix pour interpeller les marques de sport. Tous ensemble, nous avons mouillé notre maillot pour réclamer des Vêtements Clean !

### Mobilisation en Wallonie picarde

Le dimanche 6 mai, le *Moving Family Day*, organisé par la Mutualité chrétienne Hainaut Picardie, au Domaine

d'Arondeau à Roucourt, a rassemblé, familles et amis, de nombreuses et nombreux sportif.ve.s amateur.trice.s pour relever d'innombrables défis : marche, jogging, acrobanches, zumba, élasto-run... Cette première grande mobilisation était 100% sport, 100% plaisir, mais aussi et surtout 100% solidaire. L'équipe Vêtements Clean du CIEP Wallonie picarde y a récolté plus de 200 signatures et a fait grimper vertigineusement le compteur de la pétition pour réclamer un salaire vital et des conditions de travail dignes dans l'industrie textile. Et oui, on ne le répétera jamais assez, la solidarité, c'est bon pour la santé !

### En direct du stade du Royal Excel de Mouscron

Après cette belle journée, avec notre forme athlétique, nous étions prêt.e.s à relever un autre défi de taille : convaincre des sportif.ve.s professionnel.le.s et leurs supporter.e.s de revendiquer des vêtements de sport clean. La Wallonie picarde compte

## Une campagne solidaire



Animée par Solidarité Mondiale, la campagne pour des vêtements de sport Clean a été lancée le 22 mars 2018 dans un décor de stade de foot. À l'initiative de la CSC et différentes centrales syndicales, de la Mutualité Chrétienne et ses services, en collaboration avec AchACT, cette campagne a pour objectif, à quelques mois de la coupe du monde de football, « d'inciter les clients des articles de sport à demander et exiger de leurs fournisseurs de s'affilier à la Fair Wear Foundation », de faire pression sur les marques pour qu'elles soient davantage transparentes et qu'elles prennent leurs responsabilités par rapport aux conditions de travail et salariales des ouvrières et ouvriers des usines textiles situées en Asie du Sud Est<sup>1</sup>.

### Que faire ?

Concrètement, la campagne propose à chacun.e de :

- signer la pétition en ligne ;
- regarder la vidéo qui suit la journée d'une ouvrière du textile au Cambodge pour mieux comprendre leur situation ([www.youtube.com/watch?v=qQr727s8fUw](http://www.youtube.com/watch?v=qQr727s8fUw))
- inciter un maximum de sportif.ve.s à poser des questions dans leurs magasins de sport. Pour cela, une carte postale est disponible ;
- rendre visible la campagne dans les médias ;
- conscientiser les sportifs à acheter des vêtements clean ;
- récolter des fonds pour les partenaires du Sud qui défendent les droits de travailleurs et travailleuses de ces usines.

Site de la campagne pour télécharger les outils (affiche, carte action, brochure,... ) et signer la pétition : [www.vetementsclean.be](http://www.vetementsclean.be)

1. Jennifer VANDRIEESCHE, « Nous voulons des vêtements clean ! », *L'Esperluette*, n°92, avril-juin 2017, pp. 16-17.

de nombreux clubs sportifs en Division Une : les handballeurs de l'Estu à Tournai jouent actuellement les play off, les Royal Dauphins Mouscronnois font des exploits en Waterpolo, les volleyeuses de Frasnes ont une renommée internationale et les joueurs du Royal Excel Mouscron font des étincelles en play off 2 ! Grâce à notre appel du pied, ces derniers ont décidé de rejoindre le *hall of fame* aux côtés de sportifs célèbres, comme Tia Hellebaut, Philippe Gilbert, les joueuses des Red Flames, Thomas Buffel, Fabian Cancellara, ...

Le vendredi 4 mai, après leur entraînement quotidien, les footballeurs mouscronnois et leur staff ont offert une passe décisive pour un salaire vital et plus de sécurité au travail en ajoutant leurs signatures à la pétition Vêtements Clean. La démarche du Club ne s'est pas arrêtée là... Il nous a proposé de venir présenter la campagne lors du match de play off 2 joué le 8 mai dernier contre le Club du Liers dont certains joueurs sont également signataires de la campagne.

Le Royal Excel Mouscron a véritablement mouillé son maillot pour que le message ne passe pas inaperçu dans le stade : installation de stands et distribution de tracts aux différentes entrées du stade par les militant.e.s des organisations du MOC de Wallonie picarde, diffusion du visuel de la campagne sur l'écran géant surplombant le terrain, et, en prime, coup d'envoi de cette rencontre, sportive certes mais aussi solidaire, donné par le Président du MOC de Wallonie picarde, Benoît Brabant. Dans les tribunes, les supporter.e.s qui por-



© Reportage photo & 96

taient fièrement le stickers de campagne ont alors fait un maximum de bruit : « *Quand les joueurs montrent leur solidarité, c'est tout le stade qui se met à chanter, allez, allez, allez, allez, allez Mouscron !* ».

La vingtaine de militant.e.s qui s'est mobilisée ce soir-là pour porter haut les couleurs de la campagne Vêtements Clean, est parvenue à convaincre plus de 600 supporter.e.s de rejoindre le mouvement, faisant grimper ainsi la crédibilité du message #VêtementsClean pour inciter les marques de sport au changement.

C'est ainsi qu'en l'espace de trois jours seulement, les militant.e.s ont rencontré et discuté avec des centaines de sportif.ve.s et supporter.e.s, récolté en tout 876 signatures prouvant indéniablement que les consommateur.trice.s veulent être informé.e.s sur la provenance et les conditions de fabrication des vêtements de sport achetés ! Après avoir mis le feu au canonnier, nous sommes impatient.e.s d'aller à la rencontre d'autres supporter.e.s de cette campagne... tout en restant mobilisés durant toute l'année pour donner du sens et de la valeur aux événements sportifs en Wallonie picarde !



# Former des adultes à l'université : la FOPES (1974-2016)

Aujourd'hui, la formation des adultes fait partie des priorités des institutions européennes. Autre élément : les cours en ligne et les cours à horaire décalé donnés par les universités suscitent un engouement.

Depuis plus de 40 ans, lancée à l'initiative du Mouvement ouvrier Chrétien (MOC) dans une collaboration étroite avec l'université, la Faculté ouverte de politique économique et sociale (FOPES) de l'Université catholique de Louvain (UCL) propose ce genre de formation pour adultes. Son objectif est de les outiller pour réfléchir et comprendre les enjeux économiques et sociaux de notre société et ainsi devenir des citoyen.ne.s acteur.trice.s critiques. La FOPES se dévoile comme une expérience originale de formation des adultes qui met en jeu les notions de pouvoir, de démocr-

atie, de justice sociale, d'éducation permanente, de pédagogie adaptée aux adultes, d'inégalités culturelles et d'émancipation des travailleur.euse.s.

À travers cet ouvrage, coordonné par Christine Machiels, Directrice du CARHOP et où les différents acteurs de la FOPES ont pris la plume, la FOPES décrypte son histoire pour mieux s'ancrer dans le présent. Trois questions structurent cette réflexion : face à quels défis se trouve la formation des adultes aujourd'hui ? Comment s'expriment-ils à la FOPES ? Quels regards, contextes socio-politiques et historiques peuvent-ils éclairer ?

Outre une partie spécifiquement historique pertinente pour comprendre l'évolution de la FOPES, l'ouvrage s'articule autour d'une série d'enjeux contemporains,



comme le partenariat entre le monde universitaire et le mouvement ouvrier ; l'identité professionnelle des conseiller.ère.s à la formation ; les mémoires et le processus d'enquêtes ; l'expérience au cœur de la pédagogie ainsi que des étudiant.e.s. Cette réflexion notamment sur l'ex-

périence de projet et le processus mémoire mériterait d'être poursuivie dans un travail de réflexion et de comparaison avec l'ISCO, vu la proximité et les différences : un nouveau chantier à lancer !

*Former des adultes à l'Université. La Faculté ouverte de politique économique et sociale (FOPES-UCL), 1974-2016, (sous la dir. de) Christine MACHIELS, Louvain-La-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2018.*

## Master universitaire pour adultes

La Faculté ouverte de politique économique et sociale (FOPES-UCL) organise un master universitaire en politique économique et sociale, accessible sur base de l'expérience professionnelle (VAE) ou d'un diplôme de bachelier.

La FOPES vous transmettra des outils à la réflexion et à l'innovation pour comprendre les enjeux économiques et sociaux qui se posent à la société contemporaine, pour analyser les politiques mises en œuvre par les acteurs.trice.s économiques, politiques et sociaux, et pour élaborer avec d'autres

des projets et des propositions dans un cadre universitaire.

Un accompagnement adapté aux adultes qui reprennent des études, est proposé dès l'entrée en formation. La formation se déroule à horaire décalé, une journée et une soirée par semaine.

**Séances d'information :** À Louvain-la-Neuve (FOPES - rue de la lanterne magique, 32 - Local d.144) : les 16 juin à 10h00 ; 10 juillet à 18h00 et 13 août à 18h00. D'autres séances d'information seront programmées en vue de l'examen d'admission du 18 août 2018.

### ERRATUM

Une erreur s'est glissée dans l'article «Vers la reconnaissance des violences de genre au travail», paru dans *L'Esperluette* de mars dernier : c'est bien la CSC Alimentation & Services (et non la CSC-Metea) qui a réalisé une enquête sur les violences sexuelles (pas le harcèlement) faites aux travailleuses dans les secteurs des titres-services et des aides familiales.

Par ailleurs, la 107<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du Travail de l'OIT s'est déroulée à Genève du 28 mai au 8 juin. Ses travaux se sont axés sur la violence et les harcèlements sexuel et moral contre les femmes et les hommes dans le monde du travail. Présente, la CSC s'investit pleinement dans la réussite de cette Conférence.

Infos : Secrétariat FOPES Chantal Grandmaire  
Mail : chantal.grandmaire@uclouvain.be ou secretariat-opes@uclouvain.be  
Tél. : 010.47.39.07 • www.uclouvain.be/fopes

Ettaoufik FATHI ♦ Directeur financier MOC & responsable des projets Europe

# Promotion de la Diversité culturelle dans les processus de formation

L'Europe est confrontée à l'un de ses grands défis majeurs depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Des conséquences de la radicalisation et de l'extrémisme, à la crise des réfugié.e.s et des demandeur.e.s d'asile ou encore la discrimination de certaines communautés de migrant.e.s... ce sont tant de symptômes révélateurs d'une Europe écartelée entre principes, valeurs et contraintes économiques. La question de comment favoriser la cohésion sociale et lutter contre la discrimination est au milieu des débats d'une Europe de plus en plus diversifiée sur le plan culturel.

Le projet B.LIVING est un projet financé par la Commission Européenne dans le cadre des appels à projets Erasmus+. Coordonné par le CIEP, le projet s'était donné comme objectif d'outiller les formateur.trice.s afin de faire face à la diversité religieuse et promouvoir la diversité culturelle inhérente à nos sociétés multiculturelles en mettant l'accent prioritairement sur les droits de l'Homme et sur les processus d'apprentissage interculturel.

Sept organisations partenaires originaires de six pays européens (Belgique, Royaume-Uni, Autriche, Turquie, Grèce et Espagne) ont travaillé ensemble pendant

deux années, pour définir des stratégies communes et produire des outils mutualisés permettant d'aborder la diversité religieuse et culturelle en situation d'apprentissage.

## Les réalisations des partenaires

- **Identification des compétences critiques** à renforcer chez les formateur.trice.s et des approches pédagogiques pertinentes facilitant la prise en charge de la diversité religieuse et culturelle dans les processus d'éducation et de formation. Les résultats de ce travail sont repris dans un rapport téléchargeable sur le site web du projet : [www.blivingproject.com](http://www.blivingproject.com) (Rapport sur l'État des lieux)
- **Contribution à l'amélioration des compétences des formateur.trice.s et enseignant.e.s** en proposant un programme de formation composé d'outils d'évaluation, de validation et de reconnaissance des acquis d'apprentissage sous-jacents à la diversité religieuse et culturelles (Programme de formation B.LIVING)
- **Rédaction d'un manuel** visant à fournir des informations sur les concepts de base, des définitions et des approches méthodologiques novatrices

pour gérer la diversité religieuse et culturelle de façon positive et dialogique (passant par le dialogue), dans les salles de classe et dans des lieux d'apprentissage non formel et informel (Manuel pédagogique B.LIVING)

- **Conception d'activités pédagogiques pratiques** mobilisant des approches pédagogiques innovantes pour soutenir les formateurs et formatrices actif.ve.s dans la formation formelle, non formelle ou informelle. Ces activités sont regroupées



© Reportage photo & 96

sous forme d'une boîte à outils promouvant l'apprentissage dialogique, l'apprentissage par les pairs (qui aident les apprenant.e.s à jouer un rôle actif dans le processus d'apprentissage), la gestion des conflits interculturels, la compréhension des mécanismes de discrimination... (Boîte à outils B.LIVING)

- **Conception et mise en ligne d'une plateforme accessible** sur ordinateur, tablette et téléphone mobile. La plateforme est composée d'un espace d'apprentissage en ligne (Learning Platform) et d'un ensemble d'outils pédagogiques pratiques (dont deux Applications). La plateforme est destinée aussi bien aux formateur.trice.s qu'aux apprenant.e.s.

## Journée d'étude « Promotion de la diversité culturelle dans les processus de formation »

Organisée par le CIEP, en collaboration avec le service Diversité de la CSC et de ses partenaires européens, cette conférence finale du projet aura lieu le vendredi 21 septembre 2018 à Bruxelles. Elle alternera interventions expertes (avec trois exposés en matinée) et dans l'après-midi, des ateliers découvertes ou expérimentation de nouvelles initiatives pour stimuler l'éducation interculturelle (Ateliers sur le racisme, la discrimination, l'écoute active et la communication)

Date : 21 septembre de 9h00 à 17h00

Lieu : Aéropolis – chaussée de Haecht 579, 1030 Bruxelles

Inscription et Information : [www.ciep.be](http://www.ciep.be) • [www.blivingproject.com](http://www.blivingproject.com)

Samuel LEGROS ♦ CNAPD

## Pas d'avions de chasse

Un des objectifs fondateurs de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) est l'instauration de la paix, qui ne peut en effet n'être pensée que sur la base de la justice sociale. Travailler à la justice sociale, c'est travailler à la paix. C'est pourquoi l'OIT souligne que « *la réalisation des conditions permettant d'aboutir à ce résultat doit constituer le but central de toute politique nationale et internationale* ».

Le lien intrinsèque entre la justice sociale et la paix rappelle que toutes les agences des Nations Unies poursuivent cet unique but : l'instauration des conditions propices à l'émergence d'une paix véritable et durable. L'ONU stipule clairement que les causes fondamentales de la violence sont d'ordre socio-économique. Ce sont sur elles qu'il faut concentrer tous les moyens d'action. Ces causes sont la pauvreté, les maladies infectieuses et la dégradation de l'environnement. Travailler à éradiquer ces causes, c'est travailler à la paix. Seuls 5% des dépenses militaires mondiales annuelles auraient permis d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement proposés en 2000 par les Nations Unies « pour contrer la pauvreté, la faim et la maladie ».

Aussi bien sur la scène internationale que belge, la logique reste la même : la paix sociale que les organisations de la société civile défendent n'est pas autre chose : si l'on veut la paix, il faut travailler à élargir les conditions de la justice sociale pour tous. Il faut viser à ce que le plus grand nombre puisse se prémunir contre le besoin et soit protégé des aléas plus ou moins brutaux du quotidien. L'austérité budgétaire, refrain répété par les gouvernements depuis le début de la crise économique, attaque frontalement ce travail.

Pas une semaine ne se passe sans que le gouvernement n'annonce une politique d'économie et d'austérité. Pourtant, en septembre 2014, le gouvernement s'engage lors d'un sommet de l'OTAN à augmenter son budget militaire à 2% du

PIB belge à l'horizon 2030 (nous sommes à 0,9% actuellement... un taux déjà plus élevé que celui de la justice belge qui plafonne à 0,7% du PIB...). Parallèlement, il annonçait un plan total d'investissement dans l'acquisition de matériel militaire pour 9,2 milliards d'euros, en achetant, sous cette législature, 34 avions chasseurs-bombardiers pour un coût de 3,6 milliards, ce qui représente 570 euros par contribuable belge. Si l'on rajoute les frais de maintenance et de formation, le coût total de ce contrat sera de minimum 15 milliards d'euros.

Contre les besoins criants des populations, contre les services de base et le



© Reportage photo &amp; 96

fonctionnement sain de notre démocratie, contre la justice sociale, contre le combat nécessaire contre les dérèglements climatiques et la dégradation de l'environnement, le gouvernement fixe manifestement une priorité et propose une politique extérieure militarisée.

Pour dénoncer le remplacement des avions de combat F16 de l'armée belge (qui ont en outre la capacité de transporter les bombes nucléaires stationnées dans le Limbourg, sur la base militaire de Kleine Brogel), plusieurs associations du mouvement pacifique, dont la CNAPD, ont lancé en 2014, une plateforme nationale « Pas d'avions de chasse – Geen gevechtsvliegtuigen », qui réunit aujourd'hui 130 associations, dont le MOC.

Depuis le mois de janvier, et dans l'optique d'élargir toujours plus l'opposition politique et citoyenne à cet achat inutile et contre-productif, la plateforme a lancé une nouvelle campagne visuelle qui veut prolonger cette opposition entre dépenses militaires et dépenses pour la paix et la sécurité. Cette nouvelle campagne s'appuie sur les six compétences fédérales et propose d'envoyer un courrier aux différents ministres compétents pour leur exprimer son indignation et leur signaler qu'il faut plus que jamais désarmer pour développer.

Pour en savoir plus :  
[www.pasdavionsdechasse.be](http://www.pasdavionsdechasse.be)

## IV<sup>e</sup> édition du Festiv'Africa !

Le 29 septembre, la MC Saint-Michel, en collaboration avec l'ASBL Vitrine africaine, la Commune d'Anderlecht et Solidarité Mondiale, met l'Afrique à l'honneur lors du Festiv'Africa !

Festiv'Africa ! est un événement festif, lieu de rencontres et de découvertes multiculturelles aux couleurs de l'Afrique. Son village associatif forme le cœur de l'événement, avec une trentaine

d'associations qui exposent ses projets, proposent de l'artisanat ou encore vendent des spécialités culinaires africaines. En parallèle, des activités égayent la journée et permettent au public d'entrer en contact avec la culture africaine : de la musique, de la danse, des activités pour enfants... Lors de la dernière édition, l'événement avait mobilisé près de 1000 visiteurs.

Date : Samedi 29 septembre 2018 de 12h à 20h.

Lieu : Recy-K - rue de Birmingham, 102 / quai Fernand Demets, 55 à 1070 Anderlecht - Métro Delacroix

Entrée gratuite

Infos : [www.mc.be/festivafrica](http://www.mc.be/festivafrica) • Tél. : 02.501.51.96 • Mail : [cooperation.bxl@mc.be](mailto:cooperation.bxl@mc.be)



Samuel THIRION ♦ Directeur du CIEP Hainaut Centre

## « Monsieur », un projet à multiples facettes

Le projet « Monsieur » a emporté, dans un partenariat, des mouvements d'éducation permanente du Hainaut (Équipes populaires Hainaut Centre, Vie féminine Centr'Hainaut, Lire&Écrire CMB, Picardie Laïque et le CIEP Hainaut Centre) et la section sociale de la Haute École Louvain en Hainaut. De janvier 2016 à avril 2017, ce projet a transporté non seulement les institutions partenaires mais aussi leurs publics afin de construire ensemble des chemins de rencontres questionnant les représentations et développant collectivement une lecture critique de la pauvreté, de la solidarité et du travail social.

Régulièrement, les associations d'Éducation permanente sont en relation avec les Hautes écoles de la région ; ces collaborations peuvent prendre les formes suivantes: l'accueil de stagiaires, la lecture de travaux de fin d'études ou des interventions ponctuelles sur diverses thématiques. Au travers de ces rencontres, plusieurs constats apparaissent : la place de moins en moins importante des aspects de l'action collective ou communautaire dans les préoccupations des étudiant.e.s (par rapport aux aspects du travail social individuel). D'autre part, amener des lectures et des grilles d'analyse venant de l'Éducation permanente, construites à partir des vécus des personnes, semblait important à partager avec des futur.e.s travailleur.euse.s sociaux.ales, tant les points de vue des personnes vivant des exclusions et des fragilités sont à prendre en considération dans une dynamique de changement social pouvant s'incarner soit individuellement, soit collectivement.

### Nom de code : projet « Monsieur »

En 2016, une opportunité s'est présentée avec la tournée de la pièce de théâtre « Monsieur » du Théâtre de la Compagnie, initiée par le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, et a débouché sur un partenariat autour des questions de pau-

vreté. Un collectif d'associations agissant sur Mons a alors rencontré la Haute École Louvain en Hainaut avec une proposition de mener un projet de rencontres autour de cette question, entre les étudiant.e.s de 2<sup>e</sup> bac en Assistant.e.s Sociaux.ales (AS), futur.e.s travailleur.euse.s social.e.s, et les participant.e.s aux activités des associations, bénéficiaires des politiques sociales.

Le projet « Monsieur » s'est décliné autour de différents temps de rencontres entre des étudiant.e.s et les publics des



associations partenaires, qui se sont étalées sur deux années académiques. L'objectif était susciter des échanges et des débats à partir des représentations de chacun.e sur la pauvreté et sur le travail social. En vue de co-construire des différentes phases du projet, un travail de préparation et de mise en œuvre du projet a associé à la fois des représentant.e.s de la Haute École et des associations, afin que chacun des partenaires en soit partie prenante. Pour la Haute École, cela né-

cessitait d'aménager les cours de sociologie politique (en 2<sup>e</sup> durant 2016) et celui de politique économique (en 3<sup>e</sup> durant 2017). Du côté associatif, il s'agissait de mobiliser leur public sur un même projet sur pratiquement deux ans.

Dès le départ, un cadre de rencontres a été posé, pour susciter les échanges d'expériences et de vécus. Vu le nombre important de personnes réunies, des groupes restreints ont été composés avec, à chaque fois, une co-animation assurée par un.e animateur.rice des associations et un.e professeur.e. Des temps soit de préparation soit de débriefing ont été mis en place au sein de chaque institution. Même si le cadre méthodologique était défini *a priori*, le cheminement et les aboutissements ont été construits au fur et à mesure entre les partenaires. Le projet se faisait en chemin à partir des résultats de chaque rencontre. Ainsi, en parallèle, des groupes d'une dizaine de personnes se sont réunis. Ce qui, en termes d'intendance et d'organisation, fut synonyme, par moments, de casse-tête et aussi d'entraide entre les partenaires.

Ces premiers moments de partage se sont focalisés, dans les différents groupes, autour des représentations mutuelles de chacun.e sur la pauvreté vécue et le travail social ; ce qui a donné lieu à des tranches de vie, des vécus douloureux et des révoltes face aux injustices et aux violences exercées par les institutions censées répondre aux demandes sociales, mais aussi à des histoires de stratégie, des débrouilles et des comportements ingénieux face aux aléas de la vie. D'autre part, la conscience du poids des institutions et un idéal de travail social ont été mis en évidence. En fonction de la position occupée dans une relation « d'aide », ces miroirs sur les différentes réalités ont tracé des points d'intersections entre les représentations des un.e.s et des autres, ont établi des ponts qui ont permis de découvrir chacun.e dans une posture de citoyen.ne, de dresser

un état des lieux des rapports de domination dans notre société et des leviers possibles traduits par des envies d'autres formes de travail social. Contribuant positivement à la réussite des rencontres, le climat et l'ambiance ont été marqués par l'écoute et le respect mutuel. Chaque groupe a produit des fresques mixant différentes techniques (écriture, éléments graphiques et slogans) et présentées aux autres groupes.

Les participant.e.s se sont ainsi reconnus.e.s dans une posture différente : ni dans celle de la demande d'aide, ni dans celle de la réponse à une demande. Cela a conduit à la participation collective à la manifestation en octobre 2016 organisée à Namur par le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté.

## Que retenir ?

### 1. Les postures des participant.e.s et des professionnel.le.s

De manière transversale, un effet d'identification à un groupe « en train d'agir » a été mis en évidence pour les participant.e.s, qui s'est traduit à travers des aspects subjectifs, comme le fait de se reconnaître comme agissant ensemble et de ne pas être seul.e à voir, dénoncer ou vivre des injustices sociales. Le nombre important de personnes mobilisées (plus de 150) a aussi donné au groupe une force, notamment, lors de la manifestation du mois d'octobre pour dénoncer les ravages de la pauvreté.

La dimension de chaleur et de respect lors des rencontres a permis l'échange des vécus. De plus, les moments de convivialité ont été un élément constitutif du groupe.

Le processus mis en place a permis de reconnaître aux participant.e.s, une posture d'expert.e-s de leur vécu. Cette expertise recouvre plusieurs dimensions, notamment la prise de parole dans des groupes de petites tailles. Cette prise de parole est à la frontière entre ce qui est de l'ordre de l'intime et ce qui est de l'ordre de l'universel. L'effet de dévoilement de soi et de sa situation de vie ne doit pas aussi être négligé. Ce dévoilement a contribué à resserrer des liens dans les groupes, à donner une recon-

naissance et une réelle place aux participant.e.s dans le projet.

Pour les bénéficiaires, le temps de la manifestation menée à Namur en commun avec les étudiant.e.s, leur a permis, en dénonçant des situations de précarité, de trouver une place comme citoyen.ne dans l'espace public et de se dévêtir du costume de demandeur.euse d'aide. Ne plus être dans cette posture mais devenir acteur.trice aux côtés des étudiant.e.s, futur.e.s AS, est un élément important à mettre en évidence. La manifestation a aussi une dimension symbolique non négligeable : occuper l'espace public collectivement pour dénoncer des injustices sociales, faire front ensemble.

Ce projet interroge les conditions de possibilités de constitution d'espaces démocratiques. Ainsi, une des conditions est sans doute à trouver dans le fonctionnement de sous-groupes : le

espaces de dialogues moins sécurisants et, donc, plus fragilisants.

Le projet a eu un effet sur la déconstruction des préjugés vis-à-vis des étudiant.e.s et des stéréotypes à l'encontre des bénéficiaires des associations. D'autres images se sont construites: le ou la travailleur.euse social.e qui se bat aussi et qui n'est pas uniquement le bras armé d'un système de contrôle. Il et elle peuvent se trouver aussi démunis.e face aux institutions. Les bénéficiaires se retrouvent souvent face à une machine à contrôle excluante.

Une série de revendications communes a été exprimée sur le travail social désiré : le temps de l'échange et du partage, de la transformation sociale et celui qui soutient et accompagne, qui a permis l'apparition du temps politique.

Pour les professionnel.le.s, le projet fut l'occasion de resserrer les liens



© Reportage photo & 96

respect de la parole dite, le non-jugement, la bienveillance ... ces espaces sont essentiels pour qu'une parole collective puisse voir le jour et qu'une réflexion politique se construise sur le fonctionnement de notre société. Ces espaces ne sont pas ceux de la confrontation et de débats avec des points de vue qui s'opposent et de défenses d'intérêts propres. Les protagonistes ont, dans une certaine mesure, les mêmes intérêts par rapport aux enjeux sur la pauvreté. Cela peut poser la question des alliances avec d'autres groupes pouvant mener à des

de partenariat entre les associations, de travailler en croisant les méthodologies et les repères d'action différents.

### 2. Aspects méthodologiques

Les processus d'éducation permanente (Voir-Juger-Agir) ont imprégné le projet. Ils permettent la recomposition de solidarités entre groupes et le développement de capacités d'agir collectivement, avec, au préalable, un large temps consacré à l'expression des vécus. La force du projet tient également à cet aspect : c'est bien à partir des réalités

vécues de chacun.e que les revendications ont émergé. L'enjeu est de politiser ces vécus de manière collective et de les poser comme enjeux de société, nous concernant tous et toutes. Un des résultats a été la construction d'une analyse politique au départ des situations sociales des citoyen.ne.s en présence, autant pour le public que pour les professionnel.le.s. Le travail sur les représentations de chacun.e a joué comme un miroir permettant une reconnaissance mutuelle comme citoyen.ne pouvant établir des solidarités fortes et pouvant agir ensemble.

L'enjeu pour les structures est de se décentrer de leurs modes d'action classique (de forme plus académique-conférence). Le pouvoir d'agir des citoyen.ne.s et l'encadrement des structures ne font pas toujours bon ménage ou ne sont pas systématiquement dialectiques. De manière incontestable, être « dans le faire projet » paraît porteur. Néanmoins, la mise en évidence des enjeux de société sur les questions de pauvreté est nécessaire : elle représente un enjeu démocratique. Le travail d'analyse des vécus, donnant des clés de décryptage et de compréhension du fonctionnement de la société, paraît incontournable et nécessaire.

L'engagement sur le long terme a été un élément positif pour les structures. Par contre, pour certaines personnes vivant des situations de vie précaires, cet investissement a été plus difficile à réaliser.

### 3. Le rapport au politique

Le projet permet de mieux mettre en lumière l'enjeu de politiser la société, bien au-delà des clivages partisans. Cet aspect comprend plusieurs dimensions : donner des possibilités d'expression libre des vécus ; relier ces vécus à l'analyse du fonctionnement de la société par des grilles d'analyse : faire sens ensemble avec un savoir qui devient commun ; aller vers des espaces d'engagement et de participation citoyens pour faire ensemble ; dénoncer et proposer ; occuper l'espace public ; faire des alliances.

À cet égard, la place des deux associations militantes ( Vie Féminine et les Équipes populaires) a été singulière, notamment par la mise en évidence de la question de l'engagement citoyen. Il apparaît que les dynamiques associatives, les actions de celles qui s'occupent de la Sécurité sociale, leur mode de concertation et de consultation ainsi que les rapports de force générés par l'action associative dans sa globalité sont mal connues et ne sont pas perçues comme des facteurs de changement social.

### Pour poursuivre la réflexion...

Sur le fond et la forme, le projet « Monsieur » a été porteur d'une certaine innovation sociale, en combinant différents « axes » : la confiance, l'apprentissage commun et collectif ainsi que la réappropriation du débat politique par des personnes éloignées de ce dernier<sup>1</sup>.

De plus, cette logique de proximité a été constitutive du lien entre les différents acteur.trice.s au cours de l'action,

là où, maintenant, les solidarités sont influencées par d'autres dimensions que celle de la proximité, à l'heure de la dématérialisation de lieux publics et de services publics<sup>2</sup>. Ces éléments doivent être pris en considération comme des facteurs de transformation sociale.

Enfin, les principes politiques de la responsabilisation individuelle et ceux d'autres formes de travail social prenant le temps de la rencontre et pouvant faire alliance, ont été des points importants de la construction commune d'un autre imaginaire politique. ■

1 Ces axes font référence à la trilogie de capitaux mis en évidence par Jean Blairon : capital de connaissances, de force créatrice et celui de la confiance.

Jean BLAIRON, Épilogue, dans *Guide international sur la méthodologie du travail de rue à travers le monde*, pp. 85-92.

2 La question de la proximité fait référence à la notion de solidarité et de ses recompositions interrogées par Marc Maeschalk.

Marc MAESSCHALK, « Comment apprendre collectivement à recomposer nos solidarités », dans *Les carnets du centre de Philosophie du Droit*, UCL, n°171, 2017.

## Le Musée du capitalisme à Arlon pour décrypter notre système

Fin de cette année, le MOC Luxembourg accueillera le Musée du capitalisme. Créé en 2012, cette exposition itinérante est innovante et interactive, mais aussi originale et percutante. Accessible à un large public (à partir de 15 ans), elle propose aux visiteur.euse.s un espace d'apprentissage et de découvertes sur notre société autour de quatre portes d'entrée : origines, espoirs, limites et alternatives, sur des

thématiques comme l'alimentation, la santé, la culture, la consommation ou la finance. Engagée mais non partisane, elle se veut une tentative aboutie de mise en débat d'une actualité économique complexe ; un outil au service de la citoyenneté active. En marge des visites du Musée, le MOC Luxembourg proposera une série d'activités (conférences, animations, spectacles, ...). ■

Visites libres individuelles : mercredi, samedi et dimanche de 14h à 18h  
Visites guidées (1h30)

- en groupe : du mardi au dimanche de 14h à 18h sous réservation
- individuelles : sans réservation le samedi et dimanche à 15h

Accès gratuit

Dossier pédagogique : [www.mocluxembourg.be](http://www.mocluxembourg.be)

Dates : du 16 novembre au 16 décembre

Lieu : Ancien Palais de Justice (place Léopold à Arlon)

Infos : MOC Luxembourg Jean-François Rasschaert • Tél. : 063.21.87.28

Mail : [jf.rasschaert@mocluxembourg.be](mailto:jf.rasschaert@mocluxembourg.be) • [www.museeducapitalisme.org](http://www.museeducapitalisme.org)



Guillaume LOHEST ♦ Formateur ISCO avec la participation des étudiant.e.s du groupe ISCO Bouge

# Voir, jouer, débattre

## Une après-midi autour de la Sécurité sociale

Le samedi 17 mars, les étudiant.e.s ISCO de 2<sup>e</sup> année à Bouge ont organisé une animation interactive intitulée « Hier... Demain... jouons Sécu ! ». Petit retour sur ce projet collectif. Accueillis avec du café et des chips, ils bavardent en attendant. Qui sont ces gens, jeunes et moins jeunes, ados, enfants même, venus ce samedi après-midi s'enfermer dans les locaux de la CSC à Bouge ? Ils sont une trentaine à s'installer sur les chaises disposées en cercle. On reconnaît quelques formateurs, formatrices de l'ISCO, une permanente syndicale, mais les autres ?

On comprend tout de suite mieux en écoutant l'introduction des étudiant.e.s : « Merci à vous d'être venus échanger avec nous autour de la Sécurité sociale. C'est aussi une manière de vous faire découvrir, à vous, nos proches, une partie de ce que nous faisons dans le cadre de notre formation à l'ISCO. »

Après un rapide tour de présentation permettant d'associer un prénom à ces visages curieux de ce qui les attend, une petite vidéo réalisée par le CEPAG, centre de formation et d'éducation populaire lié à la FGTB, est proposée à l'auditoire. « Comme vous le voyez, c'est une après-midi en front commun ». Ce court-métrage d'animation, intitulé « Ceci n'est pas un trou ! La Sécurité sociale expliquée à ma petite fille »<sup>1</sup>, raconte, en 5 minutes et avec les voix de Bouli Lanners, Charline Vanoenhacker et Yolande Moreau, comment la Sécu a été construite à partir de luttes collectives. Une étudiante du groupe, Delphine propose et anime ensuite un jeu interactif autour d'un plateau réalisé par Jeunesse et Santé de la Mutualité chrétienne. Huit joueur.se.s volontaires sont confronté.e.s, fictivement, à des situations de vie. Spontanément, tout le monde se regroupe autour d'eux. En observant le déroulement du jeu, on comprend tout de suite, visuellement, le mécanisme de cotisation

et de solidarité à l'œuvre dans la Sécurité sociale, lorsqu'un.e des participant.e.s est confronté.e, par exemple, à un accident ou à une perte d'emploi.

Vient un temps de débat. Houleux ? Pas tant que ça. Les avis se suivent, ne se ressemblent pas toujours, mais on s'écoute. La prise de parole de nombreux participant.e.s est un réel motif de satisfaction pour les étudiant.e.s. « Le débat a été relativement actif, ce fut une réussite » relève Rodrigue quelques jours après l'événement. Chris abonde dans le même sens : « Les invités ont bien participé et ils se posaient des questions. Dans mon entourage, nous avons beaucoup parlé de la Sécu après l'animation et même encore le lendemain. » Suite aux débats, deux étudiants du groupe prennent la parole pour



témoigner : Rodrigue donne un point de vue personnel sur l'importance de la Sécu, tandis que Yves raconte comment elle lui a permis de rebondir suite à un problème de santé.

L'animation se termine par le jeu vidéo *SecuWars*, réalisé en 2017 par le CIEP et les Équipes populaires pour leur campagne commune « Investissez dans les paradis sociaux »<sup>2</sup>. Nous sommes alors projetés virtuellement en 2060, dans un monde sans Sécurité sociale. L'ensemble du public se glisse dans la peau d'un personnage futuriste, qui doit faire des choix pour survivre dans un univers bien plus impitoyable que le nôtre, dans lequel les allocations de chômage, les allocations familiales, les pensions publiques

et les remboursements de soins de santé ont totalement disparu ou ont été remplacés par des assurances privées. Exagéré ? Pas tout à fait : « C'est pourtant dans cette direction que vont les réformes actuelles », souligne un participant.

### Que retenir ?

Entre vidéo, jeux et débat, les participant.e.s n'ont pas vraiment vu le temps passer. C'était le but : « ne pas organiser une conférence ou un exposé classique, mais plutôt quelque chose de ludique, d'interactif » avaient détaillé les étudiant.e.s dans leurs objectifs. Cette après-midi est le fruit d'un processus collectif réalisé dans le cadre du cours de gestion de projet en action collective, au programme de la 2<sup>e</sup> année de formation ISCO. Depuis l'idée de départ jusqu'à l'évaluation participative, les étudiant.e.s se sont impliqué.e.s dans toutes les étapes. Ils et elles avaient choisi d'inviter des proches et connaissances pour une raison bien précise : « on ne peut pas toucher tout le monde en général, tout le monde, c'est personnel. Nous voulions cibler un public précis, avec lequel nous pouvions être en contact, et donc vraiment confronter des idées. » En les observant, aligné.e.s en groupe en train de remercier les participant.e.s à l'après-midi, on perçoit la dynamique collective qui les a porté.e.s.

Du côté des étudiant.e.s, que retiennent-ils.elles ? « Je mettrais trois choses en avant, dit Linda. D'abord, les méthodes utilisées pour décider ensemble d'un sujet à aborder (ndlr, brainstorming puis un vote pondéré et un débat mouvant), ensuite, la fluidité de l'animation elle-même, et puis le moment d'évaluation collective. » Esméralda relève, en outre, « la manière de gérer un projet collectivement quand il y a des absences ponctuelles, sans remettre en cause l'ensemble du processus, et en s'assurant que tout le groupe y adhère jusqu'au bout. » En effet, tou.te.s les étudiant.e.s, ont joué un rôle dans la préparation ou l'animation de la journée.

1. [www.youtube.com/watch?v=9u-J8X7iFnQ](http://www.youtube.com/watch?v=9u-J8X7iFnQ)

2. <http://secuwars.be>

Abderhamane AGHLAL, ♦ étudiant ISCO-CNE IX 2011 – 2015

## Syndicalisme de réseau à l'Aéroport de Bruxelles-Sud Charleroi<sup>1</sup>



Mon travail d'agent de sécurité à l'Aéroport de Bruxelles-Sud Charleroi consiste à faire en sorte que tous les passager.ère.s partent vers leur destination en toute sécurité. Dans ma tâche syndicale comme représentant des travailleurs chez G4S, je suis confronté à plusieurs difficultés qui sont, notamment, liées au statut de sous-traitant de mon employeur, ce qui implique qu'il n'a pas tous les pouvoirs et que nous devons nous soumettre au client (l'Aéroport de Charleroi-Sud). Pour complexifier la situation, l'Aéroport lui-même a comme client les compagnies aériennes avec une prédominance pour la compagnie Ryanair.

Dans ce contexte, il nous est difficile, comme représentants syndicaux, d'avoir un rapport de force favorable pour faire entendre nos revendications. Avec mon permanent

et mon équipe syndicale, l'idée a germé de mettre en place un réseau syndical avec les autres délégué.e.s CSC de l'Aéroport.

Dans un premier temps, avec mon équipe syndicale, j'ai évalué les forces de chaque entreprise présente sur l'Aéroport. Mon approche est de voir quelles sont celles qui ont le plus de pouvoir. À l'exception des sous-traitants qui disposent de moins de pouvoir, les autres non sous-traitants (comme BSCA, BSCA Security et le SPW-Service public Wallon) ont réellement du pouvoir face à l'Aéroport. Je me suis donc tourné vers les délégations de ces entreprises pour augmenter mon rapport de force et construire un réseau. Créer un réseau avec des délégué.e.s d'entreprises différentes est très complexe.

Mon idée première était d'arriver à mettre en place des rencontres régulières avec les

délégué.e.s de BSCA (Aéroport), BSCA Security (Sécurité de l'Aéroport) et le SPW (Région wallonne). Le manque de disponibilité a fortement freiné la création de ce réseau et les rencontres mensuelles que je voulais organiser. En réaction, j'ai ouvert un groupe Facebook caché, qui est notre manière de communiquer au sein de mon équipe syndicale. Actuellement, il n'a pas encore été rejoint par tou.te.s les autres délégué.e.s. En attendant, j'ai établi un listing reprenant les coordonnées des autres délégué.e.s et ai profité de ces occasions informelles pour leur parler de ce réseau avec l'objectif de créer une solidarité concrète entre travailleur.euse.s de l'Aéroport. Grâce à ces contacts, nous avons résolu deux problèmes concrets des travailleur.euse.s. Les délégué.e.s de l'Aéroport m'ont aidé en mettant le point à l'ordre du jour de leur Délégation syndicale. Cet embryon de réseau est né entre les délégations CSC des entreprises de l'Aéroport de Charleroi-Sud... et je compte bien poursuivre ce travail à l'avenir.

<sup>1</sup> Le titre complet du mémoire est « *La mise sur pied d'un syndicalisme de réseau, entre délégué-e-s CSC à l'Aéroport de Bruxelles-Sud Charleroi à partir de Janvier 2016* ».

### EN BREF

## À la recherche d'un temps humanisé

S'écarter du côté moralisateur et du sens de l'effort mis en avant par l'adage « Rien ne sert de courir, il faut partir à point », ce livre écrit par un collectif d'associations propose d'interroger le rapport au temps orienté principalement par la production et la rentabilité au détriment d'autres dimensions. En d'autres mots, son objectif est de questionner la mise en scène moderne du temps, dans un contexte ultra-libéral, marqué par des accélérations multiples.

Trois associations en partenariat, Sagesse au Quotidien, Axcent et le Cefoc, ont mis en place des groupes d'Éducation permanente dans lesquels le rapport

au temps vécu par les participant.e.s était le point de départ d'un parcours de formation. Du temps trop rempli de l'employé.e « surbooké.e » au temps à réorganiser des retraité.e.s, du temps peu valorisé de la mère au foyer à celui trop « vide » d'un demandeur.euse d'asile ou d'un chercheur.e d'emploi, l'ouvrage fait la part belle aux récits de témoins, qui émettent le constat et l'expérience d'un temps globalement déshumanisé.

Face à cette déshumanisation du temps, des individus et des collectifs résistent, mettent en place des alternatives visant un rapport au temps plus riche, intégrant les dimensions relationnelles, d'engage-

ment associatif, de gratuité et de solidarité. Des modes de vie et d'organisation sociale qui font place à une certaine lenteur se cherchent, s'expérimentent. Quelles sont ces alternatives ? Quel est leur intérêt mais aussi leurs limites ou les risques qu'elles présentent ? L'étude élargit les intuitions présentes dans les témoignages à des enjeux plus larges, pour l'homme, pour les sociétés, pour l'avenir de la planète. Toutes ces questions sont également abordées dans ce petit ouvrage bien intéressant.



Laila AMAHJOUR, Najat RIAN, Muriel COMPÈRE et Véronique HERMAN, *Le lièvre & la tortue. À la recherche d'un temps humanisé*, Namur, Cefoc et Sagesse au Quotidien, 2017.  
Prix : 10,00 EUR  
Info : CEFOC Secrétariat  
Tél. : 081.23.15.22  
Mail : [info@cefoc.be](mailto:info@cefoc.be) [www.cefoc.be](http://www.cefoc.be)

# 2018 Dates à épingler

## PARTICIPER... DE TOUTES NOS FORCES

### Faire valoir la voix des femmes aujourd'hui

Les trois journées de la Semaine d'étude de Vie Féminine vous proposent de partir des lieux concrets où participent les femmes pour mieux comprendre comment fonctionne la participation aujourd'hui. Quels sont les freins et les leviers ? Que pouvons-nous faire, nous qui voulons renforcer les femmes dans leurs droits et leurs capacités à influencer sur la société et leurs conditions de vie ? Par des échanges, des rencontres et des mises en situation, des conditions qui peuvent rendre la participation des femmes seront identifiées ensemble. Trois axes seront développés par journée : tout d'abord, se situer pour mieux participer ; ensuite, comment faire autrement ? ; enfin, participer pour faire bouger les choses.

**Dates** : du 3 au 5 juillet

**Lieu** : Centre scolaire Asty-Moulin  
rue de la Pépinière 101 - 5002 NAMUR  
(Saint-Servais) - derrière la gare (10' à pied)  
**Infos et inscription** : Vie Féminine  
Tél. : 02.227.13.00 Mail : inscriptions@viefeminine.be - www.viefeminine.be

## FAISONS TOURNER LA ROUE : BALISES POUR L'ALPHABÉTISATION POPULAIRE

Le cadre de référence pédagogique *Balises pour l'alphabétisation populaire* réalisé par Lire et Écrire explicite l'alphabétisation populaire et concrétise sa mise en œuvre. Au-delà d'une réflexion théorique, ce cadre de référence s'accompagne d'outils d'animation, d'analyse et d'évaluation, ainsi que des exemples de pratiques formalisées. Cette demi-journée permettra de découvrir et tester ces *Balises*.

**Dates** : 5 juillet (13h30-16h30) ou le 21 août 2018 (9h30-12h30)

**Lieu** : Namur

**Infos et inscription** : Lire et Écrire [www.lire-et-ecrire.be/Faisons-tourner-la-roue-Balises-pour-l-alphabetisation-populaire](http://www.lire-et-ecrire.be/Faisons-tourner-la-roue-Balises-pour-l-alphabetisation-populaire)

## LE DÉCLIN DE L'EMPIRE DU MÂLE

### Festival Esperanzah!

À côté de la programmation musicale d'Esperanzah!, la campagne de sensibilisation *Le Déclin de l'Empire du Mâle* a pour objectifs de partager, questionner et faire se rencontrer les festivaliers autour du rapport de domi-

nation patriarcale, sans le détacher de tous les autres rapports de domination (ethnique, culturelle, socio-économique, environnementale, nord-sud, etc.) qui s'enchevêtrent et se renforcent. De nombreux éléments cimentent cette domination culturelle ancrée dans nos comportements à tout-ès: noyau familial, mœurs, partage des tâches ménagères et éducation des enfants ; égalité salariale, place des femmes dans l'entreprise et le monde du travail ; représentation des élèves ; stéréotypes et discriminations ; harcèlement et violence dans l'espace public et privé ; sexisme véhiculé dans la culture ; nos pratiques genrées à toutes et tous au quotidien. Une attention particulière sera attachée au harcèlement et aux agressions sexuelles en festival.

**Dates** : du 3 au 5 août

**Lieu** : Abbaye de Floreffe

**Programme et infos** : [www.esperanzah.be/engagement/campagne-le-declin-de-lempire-du-male/le-declin-de-lempire-du-male/](http://www.esperanzah.be/engagement/campagne-le-declin-de-lempire-du-male/le-declin-de-lempire-du-male/)

## RENCONTRES PÉDAGOGIQUES DU CGÉ

Vous avez envie de vous former et d'échanger vos expériences de travail comme formateur.trice et enseignant.e ? Vous voulez contribuer à plus d'égalité à l'école ? Cet été, le Cgé vous propose 14 ateliers de 3 ou 6 jours pour changer l'école et la société, pour

faire fructifier les connaissances et améliorer les pratiques afin de mieux faire apprendre à tous.tes les élèves. Ces ateliers s'articulent autour de trois thématiques : lutter contre les inégalités inhérentes au système éducatif, croiser le rapport au savoir et les pratiques pédagogiques, assurer la place de chacun.e et favoriser les relations entre les différents acteurs éducatifs. Ils sont ouverts à tous.tes les acteur.trice.s éducatifs de l'école et d'ailleurs.

**Dates** : du 17 au 22 août 2018

**Lieu** : La Marlagne Wépion

**Infos** : Cgé Tél. : 02/218.34.50.

Mail : [rpe@changement-egalite.be](mailto:rpe@changement-egalite.be)

**Programme et inscription** : <http://changement-egalite.be/spip.php?article3913>

## PROMOTION DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE DANS LES PROCESSUS DE FORMATION

Organisé par le CIEP, en collaboration avec le service diversité de la CSC et de ses partenaires européens, cette journée alterne des exposés d'expert.e.s en matinée et des ateliers découverte ou d'expérimentation de nouvelles initiatives pour stimuler l'éducation interculturelle dans l'après-midi (un sur le racisme, un sur la discrimination et un autre sur l'écoute active et la communication).

**Date** : vendredi 21 septembre 2018

**Lieu** : Aéropolis - chaussée de Haecht 579, 1030 Bruxelles

**Info** : [www.blivingproject.com](http://www.blivingproject.com)

**Inscription** : CIEP Secrétariat Tél. : 02.246.38.41 [www.ciep.be](http://www.ciep.be)

## Nouvelle session BAGIC 2018-2020

- Vous êtes animatrice.teur dans un Mouvement d'éducation permanente, une Organisation de jeunesse ou d'ainés, un Centre culturel, une association de quartier,...
- Vous travaillez dans un dispositif de prévention, de politiques urbaines, en activités extra scolaire,...
- Vous développez des projets d'aide à la création et la créativité, d'expression culturelle,...
- Vos projets sont féministes, interculturels, sociaux, de solidarités internationales...

Le CIEP vous propose le BAGIC, une formation à la coordination de projets culturels et sociaux en action collective.

**Début de la formation** : le 9 octobre 2018

**Lieu** : Charleroi

**Contact et inscription** : Marie-Frédérique Lorant

Mail : [mariefrederique.lorant@ciep.be](mailto:mariefrederique.lorant@ciep.be)

**Secrétariat** : Francine Baillet Tél. : 02.246.38.41 - Mail : [bagic@ciep.be](mailto:bagic@ciep.be)





## Centres régionaux



### BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25 - 1400  
Nivelles • 067.21.89.91

### BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000  
Bruxelles • 02.557.88.35

### CHARLEROI - THUIN

boulevard Tirou, 167 - 6000  
Charleroi • 071.31.22.56

### DINANT - PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590  
Ciney • 083.21.24.51

### HAINAUT CENTRE

#### La Louvière:

rue du Marché, 6 - 7100  
La Louvière • 064.23.80.20

#### Mons:

rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000  
Mons 065.35.39.63

### HAINAUT OCCIDENTAL

#### Tournai:

av. des Etats-Unis, 10 Bte 8 - 7500  
Tournai • 069.88.07.64

#### Ath:

rue de Gand, 28 - 7800  
Ath • 068/84.34.31

#### Mouscron:

rue St-Pierre, 52 - 7700  
Mouscron • 056.33.48.68

### LIÈGE-HUY-WAREMME

#### Liège:

rue St-Gilles, 29 - 4000  
Liège • 04.232.61.61

#### Huy:

av. Albert 1<sup>er</sup>, 6 - 4500  
Huy 085.21.11.33

### LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700  
Arlon • 063.21.87.33

### NAMUR

Centre L'Illon - rue des Tanneries, 1 5000  
Namur • 081.22.68.71

### VERVIERS

rue du Centre, 81 - 4800  
Verviers • 087.33.77.07

### CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19 - 4700  
Eupen • 087.59.46.30



© Reportage photo & 96

## Quand l'invisible devient visible...

Des montagnes de déchets s'étendent sous nos yeux ébahis. Seuls, les cris des mouettes volant en arc de cercle au-dessus de nos têtes rompent le silence. Ce paysage, à la fois rebutant et fascinant, nous donne à découvrir un monde nouveau. Comme si nous étions subitement catapultés sur l'autre versant de notre société de consommation. Le côté nord, l'ubac de notre civilisation consumériste. Nous arpentons les chemins qui organisent les lieux. Quelques monticules de bois, de bétons, de fer sont affalés sur le sol... Au fil de la visite, le visage sombre de ces montagnes nauséabondes s'estompe, et laisse place à la vie. Car il y a bien une vie qui palpète dans l'univers du recyclage. Ici, c'est l'autosatisfaction des travailleur.euse.s du secteur pour leur savoir-faire contribuant à un travail essentiel pour la survie de l'humanité... Ailleurs, c'est l'énergie créatrice qui s'exprime au travers des objets usités auxquels on donne un nouveau look, une autre fonction, une nouvelle vie... C'est aussi l'émergence de liens sociaux qui se créent par et dans les projets collectifs de recyclage. Autant de dimensions vitales à découvrir dans notre reportage photo.